
L'architecture administrative de la Bretagne contemporaine : miroir de l'herméneutique nationale ou totem identitaire ?

Administrative architecture in contemporary Brittany, reflection of national hermeneutics or totem identity?

Périg Bouju



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/17294>

DOI : 10.4000/insitu.17294

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Périg Bouju, « L'architecture administrative de la Bretagne contemporaine : miroir de l'herméneutique nationale ou totem identitaire ? », *In Situ* [En ligne], 34 | 2018, mis en ligne le 04 octobre 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/17294> ; DOI : 10.4000/insitu.17294

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.



In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'architecture administrative de la Bretagne contemporaine : miroir de l'herméneutique nationale ou totem identitaire ?

Administrative architecture in contemporary Brittany, reflection of national hermeneutics or totem identity?

Périg Bouju

Introduction

Dans la conception sociologique de Pierre Bourdieu, l'État, comme « communauté qui revendique avec succès le monopole de l'usage légitime de la violence physique sur un territoire déterminé », ajoute à cette dernière la violence symbolique, cette capacité d'imposer un arbitraire culturel comme s'il s'agissait d'une vérité universelle¹. Dans les mots comme dans les images, le discours esthétique de la puissance façonne les lieux de pouvoir jusqu'à la confondre avec la destinée du pays : plus elle sera expressive, plus elle donnera du sens à l'action de l'État.

Fondamentalement, la période des Trente Glorieuses ne remet pas en cause les caractéristiques de la monumentalité – *majesté, isolement, beauté* – telles qu'elles ont été définies au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Au contraire, elle la renouvelle. Ces années sont marquées par de fortes aspirations fonctionnalistes qui se traduisent, à tous les niveaux et sur tout le territoire national, par des conceptions architecturales résolument tournées vers les innovations programmatiques, typologiques et constructives². En Bretagne, les pouvoirs publics et les architectes participent activement à ce vaste élan modernisateur : des débuts de la Reconstruction à la fin des années 1980, les quatre départements « historiques » bretons³, Finistère, Côtes-du-Nord⁴, Ille-et-Vilaine et Morbihan, vivent au rythme des chantiers et du renouvellement lent mais profond de

leurs lieux de pouvoir. Les grands centres urbains, en particulier, renouent avec les politiques d'aménagement public qui avaient façonné, sous le Second Empire et la Troisième République, le visage de la Bretagne politique. À l'impératif de rebâtir s'associe donc la volonté d'aménager l'espace selon une herméneutique nationale qui, en apparence, ne laisse guère de place au caractère local sinon dans le granit de ses façades.

Alors même que le débat politique du moment aboutit au transfert des modes de gestion du champ de l'expertise ministérielle à celui de l'ingénierie municipale, cette rhétorique de la modernité pose la question du nouveau système d'images qui traduira l'aspiration productiviste des élites. Dans cette course à l'équipement et au leadership, quelle réalité s'impose au renouvellement du discours architectural ? Existe-t-il vraiment, comme l'affirme Daniel Le Couédic, la « certitude d'une irréductible particularité bretonne [qui] ne s'est pas automatiquement dissoute dans l'adhésion au néo-modernisme » ? Entre académisme et contemporanéité, babélisation de l'architecture édilitaire et référence aux emblèmes totémiques, il convient dès le départ de prendre pour appui la force d'inertie produite par la compétition entre le centre (Paris) et la périphérie, les élites intellectuelles et politiques d'un côté, les architectes de l'autre. Véritable *topos* de la réflexion et de la création architecturale, elle produit un discours qui enrichit la dialectique des lieux de pouvoir : « Gouverner, écrit Machiavel, c'est faire croire⁵. »

Puisque le cœur de notre problématique s'inscrit dans une mise en perspective de l'architecture administrative avec la pratique du pouvoir de 1945 à la fin des années 1980, il convient de revenir sur les profonds bouleversements, politiques et décisionnels, qu'induisent les Trente Glorieuses en matière de commande publique, et les solutions qu'apportent les architectes de la croissance à la construction d'un nouveau système d'images. La question de la gouvernance, en particulier, à mesure que les limites traditionnelles de la ville s'estompent au profit d'une recomposition des territoires métropolitains, conduit à redéfinir l'ensemble des références au pouvoir. De fait, l'architecte, aux prises avec l'idée d'une architecture qui se veut « parlante », agit au cœur d'un « territoire de signes » ; la réflexion et l'interprétation qui résultent du questionnement de la représentation du pouvoir produisent alors une architecture esthétisante qui distance le cadre strict de la tradition classique et interpelle sur son rapport à l'identité, nationale et régionale.

Les architectes et la commande publique de 1945 à 1985

La période de la Reconstruction, qui s'achève, en Bretagne, au milieu des années 1960, est d'abord un temps de renouvellement du système de la commande, de sorte qu'elle prépare le terrain aux grands chantiers des décennies suivantes. La gouvernance, en évoluant d'un modèle de type hiérarchique dans les rapports entre l'État et les territoires à un modèle de type partenarial ou local, se place comme paradigme des choix programmatiques, des relations, *in fine*, entre les architectes et les pouvoirs publics. Elle conduit à redéfinir l'ensemble des références au pouvoir, à mesure que les limites traditionnelles entre la ville et la campagne s'estompent au profit d'une recomposition des territoires.

Le grand chantier de la Reconstruction

Le constat dressé après la Libération est sans appel : dans les cinq départements bretons, plus de 50 000 bâtiments sont totalement détruits ; dans ceux des Côtes-du-Nord, du Finistère et du Morbihan, ce sont quelque 35 000 autres qui le sont partiellement⁶. Presque toutes les principales villes ont été touchées : Brest, Lorient, Nantes, Saint-Malo, Saint-Nazaire, mais aussi Rennes, Fougères, Donges... La destruction de milliers de kilomètres de routes, de ponts, de voies ferrées et de ports paralyse l'appareil productif nécessaire à la reconstruction⁷. Les services de l'État, de l'Armée, les départements et les villes ont perdu tout ou partie de leur patrimoine immobilier, de leurs archives, de leurs biens culturels (bibliothèques, musées et collections publiques). Plus que jamais, l'immensité de la tâche à accomplir pose la question du choix des hommes de l'art (fig. 1).

Figure 1



Lorient (Morbihan). La place Bisson en partie déblayée après les bombardements. Sur la gauche, la charpente encore debout du Select Palace ; au centre, comme miraculée, l'église Saint-Louis (1945-1947). Archives municipales de Lorient, 5Fi166.

© Ville de Lorient.

Un décret, paru le 7 février 1949, rappelle aux collectivités la libre nomination des architectes « susceptibles de dresser les projets, de surveiller l'exécution et de procéder à la réception des travaux de toute nature entrepris par eux ». Celles ne disposant pas de service technique peuvent faire appel à des architectes libéraux ou à des fonctionnaires d'un corps technique de l'État⁸. Ce décret vient conforter le cadre normatif instauré par le décret du 9 avril 1811 qui cédait aux départements la propriété des bâtiments nationaux de leur ressort « occupés pour le service de l'Administration, des cours et tribunaux, et de l'Instruction publique ». Les collectivités assument donc, depuis le début du XIX^e siècle, l'entretien ou la reconstruction des bâtiments relevant de leur compétence. Il s'agit des préfectures et des sous-préfectures, des tribunaux – dont les cours d'appel –, des prisons, des casernes de gendarmerie, des dépôts de mendicité, des asiles d'aliénés. S'y ajoutent

les écoles normales d'instituteurs puis d'institutrices, les lycées et pensionnats joints ainsi que les établissements d'assistance⁹.

Loin d'être un rappel de pure forme, le décret met l'accent sur un aspect fondamental du chantier qui s'ouvre alors : les collectivités locales sont responsables devant l'État du choix des hommes de l'art et, par extension, du choix programmatique des projets de reconstruction. Or, l'on sait bien que, dès la Libération, l'appareil décisionnel est en place : le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), dirigé dans un premier temps par Raoul Dautry (1880-1951), ancien ministre de l'Armement, a réintroduit les cadres techniques de la Délégation générale à l'équipement national (loi du 6 avril 1941) et du Commissariat technique à la reconstruction immobilière (lois du 11 octobre 1940 et du 12 juillet 1942), ce dernier étant chargé d'élaborer un cadre réglementaire très strict pour les actions urbaines conduites dans les communes sinistrées. De la sorte, l'État s'assure l'expérience des techniciens de la première Reconstruction¹⁰. Il ne remet en cause ni ses principaux protagonistes, ni l'appareil législatif laissé par Vichy (notamment la loi d'urbanisme du 15 juin 1943). Seule la direction nouvelle donnée à cette puissante machine administrative dépasse les capacités du système antérieur. Dès 1945, plus de 15 000 personnes travaillent à la politique de reconstruction¹¹. De plus, les attributions du MRU sont étendues à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction, la réparation des dommages de guerre, l'ordre d'urgence des réalisations. Localement, l'État met en place un réseau de délégations départementales, avec la nomination de seize commissaires et d'inspecteurs généraux de l'urbanisme (fig. 2).

Figure 2



Lorient (Morbihan). Le président de la République, Vincent Auriol, scellant la première pierre de l'îlot 153, le 23 avril 1950. Il remet le même jour la Légion d'honneur à la Ville martyre. Archives municipales de Lorient, 5F9108.

© Louis Le Guernevé / Ville de Lorient.

Pour prétendre aux marchés financés par l'État, les collectivités doivent recourir à des architectes agréés « architectes de la Reconstruction ». Un Comité national d'urbanisme

examine les plans de reconstruction des villes importantes. En y réunissant des personnalités telles qu'Auguste Perret (1874-1954), André Leconte (1894-1966), Henri Pacon (1882-1946), Louis Madeline (1892-1962), Pierre Paquet (1875-1959), André Lurçat (1894-1970) et Le Corbusier (1887-1965) (ces deux derniers n'ayant pas occupé de fonctions importantes sous l'Occupation), le MRU se dote d'une équipe qui fait de la France un laboratoire d'expérimentation et d'application des doctrines élaborées avant la guerre. Comme on devait s'y attendre, cette orientation ne tourne pas en faveur des architectes déjà implantés localement, y compris les architectes départementaux et municipaux qui avaient reçu la charge des bâtiments publics en vertu du décret de 1811. À Brest, la Délégation générale à l'équipement national impose Jean-Baptiste Mathon (1893-1971) dès 1943 ; à Lorient, Georges Tourry (1904-1991), qui jouit du soutien indéfectible d'Eugène Gallois (maire de 1942 à 1944), remporte facilement l'appel d'offres pour la reconstruction de la ville en 1944¹². À Saint-Malo, l'enfant du pays, Henry Auffret (1919-2007), architecte de la Ville, participe certes à la reconstruction de la cité corsaire, mais son intervention reste largement dans l'ombre de Marc Brillaud de Laujardière (1889-1973) puis de Louis Arretche (1905-1991). Tous sont passés par l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) et, à l'exception notable de Georges Tourry, y sont enseignants et patrons d'atelier. Tous également se sont illustrés, pendant l'entre-deux-guerres, par des réalisations remarquables, à Paris comme en province, en particulier par l'introduction de procédés techniques novateurs, tels que le béton armé. À ce titre, Georges Tourry se distingue de ses confrères par sa formation d'ingénieur de l'École Polytechnique de Paris, et sa volonté de s'associer, lorsqu'il reçoit la direction du chantier de Lorient, à une équipe d'architectes et d'urbanistes résolument tournés vers un « modernisme constructif ».

Par le biais d'opérateurs choisis – ou imposés, selon les circonstances, par lui, l'État entend ainsi être le maître d'œuvre des grands chantiers d'urbanisme, ramenant les pouvoirs locaux à de simples périphéries comptables. Si ce dernier concède aux municipalités toute liberté sur les choix des architectes et sur la forme des équipements, il les maintient cependant dans un étroit rapport de sujétion financière ; les circuits de validation et de contrôle des projets n'ont d'ailleurs guère été modifiés. Situation inédite dans laquelle se retrouvent donc les municipalités, soumises aux contraintes d'une réinstallation rapide de leurs services administratifs et techniques, mais confrontées aux lourdeurs bureaucratiques de l'appareil d'État.

Pour autant, les édiles locaux saisissent pleinement les enjeux de la Reconstruction : ce qui se joue aussi, dès 1945, est la nouvelle représentation du pouvoir dans des villes autrefois tributaires de la mer. Si l'État entend s'imposer comme le gestionnaire des ressources et le négociateur des intérêts de la Reconstruction, les municipalités quant à elles aspirent à rééquilibrer les espaces d'occupation et à redéfinir les frontières de la ville. En particulier, la lente progression du processus démocratique dans les collectivités locales depuis la loi municipale de 1884 a fait du maire, ce chef « suffisamment différent des autres membres pour assumer un rôle dirigeant, mais suffisamment intégré pour le représenter et devenir le miroir, le lieu de visibilité où le groupe social [...] accède à la conscience de lui-même »¹³ (**fig. 3**).

Figure 3



Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Visite du ministre de la Reconstruction et du Logement, Pierre Gare, en compagnie de Guy Lachambre, le 14 décembre 1957. On distingue, derrière le ministre, les mains dans les poches, Louis Arretche, architecte en chef de la reconstruction de Saint-Malo. Archives municipales de Saint-Malo, 2Fi6-57.

© Ville de Saint-Malo.

Très tôt, les villes ont dressé les plans de leurs nouveaux sièges : les projets d'hôtels de ville sont fixés sur le papier dès 1947, par voie de commande (Lorient, Saint-Malo) ou par concours (Brest). Une fois de plus, les architectes bretons sont exclus des chantiers de la Reconstruction : Michel Roux-Spitz (1888-1957) à Saint-Nazaire et Jean-Baptiste Hourlier (1897-1987) à Lorient sont tous les deux Grand Prix de Rome, l'un professeur de théorie à l'ENSBA, l'autre à l'École spéciale des travaux publics et patron d'atelier ; chacun, à sa manière, donne le ton en matière de grande architecture (**fig. 4**). À Brest, le jury du concours de l'hôtel de ville retient le projet de Maurice-Léon Génin, établi à Montrouge (Hauts-de-Seine) où il s'est associé avec Jean-Auguste Tisseyre (1884-1955) ; ses esquisses témoignent d'une maîtrise au moins égale à celle d'un Mathon ou d'un Perret, dans le traitement de la perspective, des grands volumes et du décor monumental. Seul le Malouin Henry Auffret, comme on l'a vu, se distingue en obtenant le chantier de la cité administrative, dans l'intramuros de la cité corsaire.

Figure 4



Brest (Finistère). Vue aérienne du centre-ville. La distribution de la place de la Liberté et la perspective produite, depuis le port, par la rue de Siam débouchant sur l'hôtel de ville, s'inspirent directement des grandes places royales et contribuent à la théâtralisation du nouveau centre du pouvoir. Archives municipales de Brest, 1FI00070.

© Blandeau / Ville de Brest.

Il ne faut donc pas s'étonner que les aspirations locales soient parfois disproportionnées avec les besoins réels. À Brest, l'hôtel de ville est voulu comme le nouvel épiscentre du plateau urbain : il est « l'élément fédérateur entre un Brest survivant et un Brest ressuscité »¹⁴, au détriment d'une Marine qui s'efface de l'espace public en s'installant dans le château, à l'extrémité occidentale du cœur historique de la ville. La logique est identique à Saint-Malo, où, selon le dessein de l'équipe municipale de René Delannoy (maire de 1945 à 1947), la reconstruction de l'hôtel de ville doit « polariser la reconstruction de la cité entière¹⁵ » (fig. 5).

Figure 5



Lorient (Morbihan). Bronze de René Letourneur (1898-1990) sur la façade de l'hôtel de ville. Abandonnant tour à tour les emblèmes héraldiques de la cité et les idiomes républicains traditionnels, le sculpteur offre une évocation fantasmée de la cité ; régénérée, placée sous la protection de Neptune, Lorient fait toute voile dehors vers son nouveau destin.

© Péric Bouju.

Dès lors, la sélection des architectes apparaît comme déterminante : si l'État peut compter rapidement sur des services techniques qualifiés, les villes portent naturellement leur choix sur ceux-là mêmes qui ont été choisis par lui pour planifier, diriger, faire émerger les nouveaux centres urbains. Ce n'est sans doute pas un hasard si les architectes-urbanistes envoyés en Bretagne appartiennent, à quelques exceptions près, au corps prestigieux des architectes des Bâtiments civils et des Palais nationaux (BCPN). L'esprit de grandeur qui doit émaner des nouveaux lieux de pouvoir préside au choix des hommes de l'art ; la Reconstruction est, indéniablement, une affaire de « spécialistes ». Or, cette mise sous tutelle des grandes commandes urbaines au profit des architectes du MRU s'explique d'autant mieux que la profession, localement, souffre d'un profond malaise. La Reconstruction de ce fait, est bel et bien un temps de rupture ; elle pose, plus que jamais, la question itérative de la contemporanéité de l'architecture monumentale.

La modernité en question

Au-delà du seul chantier de la Reconstruction, les décennies 1940 et 1950 constituent un tournant pour la profession, en particulier pour les architectes occupant des « postes clés » au sein des instances administratives, éducatives et syndicales, tant sur le plan local que régional. D'abord, la Bretagne en compte peu, ou du moins, peu de professionnels.

Jusqu'à ce que soit entérinée la création de l'Ordre des architectes, en 1941, le secteur du bâtiment constitue une nébuleuse professionnelle dans laquelle les architectes ne parviennent pas à s'imposer : « Les dessinateurs des Ponts et Chaussées, les métreurs des entreprises, les arpenteurs du chemin de fer, les agents voyers des communes et, bien sûr, les ingénieurs, tous se [proclament] architectes puisque rien ne [régit] le métier », écrit Daniel Le Couédic¹⁶. En conditionnant leur inscription à l'obtention du diplôme d'État, les architectes réussissent le tour de force d'exclure, *de facto*, les non-professionnels du métier. Nonobstant, lorsque le conseil régional de l'Ordre dresse en 1944 le tableau des 237 architectes patentés, soit plus du double des professionnels affiliés aux sociétés en 1939, un tiers seulement possède le diplôme et à peine plus d'un sur dix est passé par l'école régionale d'architecture de Rennes¹⁷. Celle-ci, fondée en 1903, n'a véritablement pris son essor qu'après les années 1920, et il faut peut-être y voir une des causes principales du retard breton.

Ensuite, les points de repère traditionnels de la profession s'étiolent rapidement dans les années 1950 : comme si la création de l'Ordre en constituait le but ultime, les sociétés d'architectes et les regroupements syndicaux de la profession, en Bretagne et plus largement dans l'Ouest, perdent de leur influence, pour disparaître complètement à la décennie suivante. Il faut dire que leurs membres les plus actifs, ceux-là mêmes que l'on retrouve à la tête des délégations départementales de l'Ordre en 1945, parviennent au soir de leur carrière et ne sont pas systématiquement remplacés.

Plus significative encore est la désagrégation des services locaux d'architecture, patiemment mis en place par les administrations départementales et municipales au XIX^e et début du XX^e siècle : ainsi, après la mise à la retraite de Pierre-Jack Laloy (1885-1962) en 1947, le conseil général d'Ille-et-Vilaine a recours à un architecte privé, délégué par convention dans ses fonctions d'architecte départemental, Jean Lemerrier (1915-1989), de 1950 à 1982¹⁸.

Dans le Morbihan, une convention annuelle par tacite reconduction est signée en 1957 entre le conseil général et l'architecte Guy Caubert de Cléry (1903-1994) : ce dernier, entré au service du département en 1940, est chargé « de l'ensemble des travaux neufs, des réparations et de l'entretien des immeubles départementaux ainsi que de la gestion du mobilier départemental, sous la réserve toutefois que pour les constructions neuves importantes, le département conserve la faculté d'adjoindre un autre architecte à l'architecte départemental »¹⁹. Il assume également le rôle de conseiller technique, contrôle les subventions accordées sur le budget départemental pour les opérations relevant du patrimoine du conseil général. En 1955, dans son rapport annuel, Guy Caubert de Cléry se plaint pourtant de « n'être pas plus payé qu'un ouvrier qualifié », n'ayant sous ses ordres ni agent technique ni véritable service. Jusqu'à sa mise à la retraite en novembre 1974, il est simplement associé à titre d'architecte d'opération dans les principaux projets de conception remportés par voie de concours par des architectes de renom²⁰. Enfin, ni Jean Fauny (1895-1973) dans les Côtes-du-Nord, ni Adrien Vally (1881-1970) dans le Finistère, tous deux entrés en poste au début des années 1920, ne sont remplacés à leur départ en retraite à la fin des années 1950, et le poste d'architecte départemental tombe en désuétude.

C'est aussi, il faut bien le dire, toute une génération d'architectes qui, après avoir durablement marqué de leur empreinte la Bretagne de l'entre-deux-guerres, s'efface au profit d'architectes plus jeunes, plus à même de renouveler leurs pratiques au contact de confrères – Parisiens pour la plupart. L'élan modernisateur initié par la Reconstruction ne

laisse plus vraiment de place au débat, à l'expérience et au compromis : l'éclectisme savant de Guy Caubert de Cléry, pour son projet de reconstruction à l'identique de la sous-préfecture de Lorient, de style Louis XIII, s'adapte trop mal à la nouvelle trame urbaine pour résister à la critique. Le régionalisme, qui s'était affirmé dans les années 1930 comme un large mouvement d'opinion, chez les professionnels comme dans la clientèle publique ou privée, est relégué à la campagne, là où finalement, il s'était le mieux épanoui (**fig. 6, fig. 7**).

Figure 6



Trémuson (Côtes-d'Armor). Mairie-école par Jean Fauny (1930).

© Péric Bouju.

Figure 7



Boisgervilly (Ille-et-Vilaine). Mairie, foyer municipal et école de garçons par Pierre-Jack Laloy (1938).
© Périg Bouju.

En 1956, Jean Fauny dirige sa dernière commande publique à Erquy, où il réalise un groupe administratif (mairie, poste et foyer rural de 700 places) dans une adaptation heureuse, mais hors de propos, de la mairie bretonne de Charles Letrosne (1868-1939) publiée dans l'édition de 1933 des *Murs et toits pour les pays de chez nous*. Pierre-Jack Laloy, en Ille-et-Vilaine, construit entre 1955 et 1957 trois mairies (Saint-Gilles, 1955 ; Bécherel, 1956 ; Saint-Sauveur-des-Landes, 1957), dans lesquelles il prolonge, avec le dépouillement qui le caractérise, les intonations régionalistes qu'il avait développées avec succès dans ses commandes pour le ministère des Postes et Télégraphes. Mais ce ne sont là que derniers avatars : Georges-Robert Lefort (1875-1954), professeur et directeur de l'école régionale d'architecture de Rennes de 1923 à 1947, figure éminente du style *néo-breton* de l'entre-deux-guerres, bien que nommé architecte en chef du MRU en 1946, ne répond plus à aucune commande. Il est vrai qu'âgé de 71 ans, il aspire à la retraite. Yves Hémar (1886-1955), architecte de la Ville de Saint-Malo, considéré comme l'un des représentants les plus créatifs du courant régionaliste, ne participe que très modestement à la reconstruction de la cité corsaire²¹. Ce dernier est de fait jugé trop proche de l'*Emsav*, mouvement politique et culturel breton apparu à la fin du XIX^e siècle et marqué, sous l'Occupation, par l'adhésion d'une grande partie de ses membres au régime de Vichy (fig. 8).

Figure 8



Saint-Gilles (Ille-et-Vilaine). Projet de mairie, salle des fêtes et bureau de poste par Pierre-Jack Laloy, façade principale, 3 février 1951. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 106J328.

© Périg Bouju / Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Pour Danièle Voldman, « ne furent [...] écartés des grands chantiers que les architectes qui refusaient de penser en terme d'urbanisme, ceux qui n'étaient pas suffisamment outillés et les rares professionnels trop individualistes pour se plier aux règlements tatillons de l'administration²² ». Ce que vient confirmer, avec quelques nuances toutefois, Henry Auffret, qui participe au chantier de Saint-Malo : « [...] grâce à l'esprit d'équipe, les architectes, chefs de groupe et d'opération, nombreux à Saint-Malo, ont été à des titres divers dirigés et conseillés à compter de fin 1947 par un patron d'atelier de l'ENSBA, lequel sans vouloir s'imposer, a laissé et permis à chacun de s'exprimer, tout en respectant leur personnalité, dans le cadre général de cette reconstruction²³. » Passé par l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA) et l'Institut d'urbanisme de l'université de Paris, Auffret développe une conception épurée et rationnelle de l'architecture, qui tient compte du contexte d'insertion comme en témoigne la cité administrative qu'il construit intra-muros à partir de 1948 (fig. 9, fig. 10).

Figure 9



Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Vue d'ensemble du chantier des îlots 64 et 66, dominés par la cité administrative d'Henry Auffret. Photothèque du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, cliché 12270.

© Henri Salesse / Terra.

Figure 10



Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Vue sur la place des frères Lamennais avec, fermant la perspective, la cité administrative d'Henry Auffret. Cédée à l'État pour y loger l'hôtel des Finances, elle est vendue en 2013 et destinée à être transformée en complexe hôtelier.

© Périg Bouju.

L'architecte malouin s'inscrit résolument en porte-à-faux de l'idéologie régionaliste ; surtout, ses réalisations s'insèrent sans difficulté en milieu urbain, comme autant de traits d'union entre le classicisme structurel, cher à Perret, et la modernité des procédés constructifs (béton armé habillé de granit), entre la monumentalisation de l'architecture publique et le machinisme industriel des années 1930, expérimenté dans les immeubles de bureaux par Michel Roux-Spitz. Dans le même esprit, Félix Bruneau, architecte BCPN, candidat malheureux à la reconstruction du Havre, propose en 1954 à Rennes une cité administrative qui emprunte directement au fonctionnalisme de la direction régionale des PTT édifiée par Roux-Spitz entre 1948 et 1950 à Paris (**fig. 11**).

Figure 11



Rennes (Ille-et-Vilaine). Cité administrative, par Félix Bruneau (1954). Façade avenue Jean-Janvier. Archives municipales de Rennes, 350Fi206 (2).

© Ville de Rennes.

Au fond, cette rhétorique fonctionnaliste et monumentale porte en elle l'expression d'une tension, pluriséculaire, écrasante, entre le centre et la périphérie, le *global* et le *local*, mais surtout, entre l'urbain et le rural. L'impression qui domine, lorsqu'on aborde l'histoire des chantiers de la Reconstruction, est celle d'une hyper-concentration des moyens et des hommes dans les villes et les infrastructures économiques, au détriment d'un arrière-pays en proie à une crise dont les origines remontent à l'entre-deux-guerres.

Pourtant, si la Reconstruction monopolise toutes les ressources, l'État ne se désintéresse pas totalement de la question de l'équipement rural. Sous l'Occupation déjà, le ministère de l'Agriculture avait engagé une vaste campagne de relevés de l'habitat paysan, à la manière du chantier 1425 conduit par les enquêteurs du musée des Arts et Traditions populaires. Dans cette période de marasme, cette attention soutenue du régime constituait une véritable opportunité pour les architectes : parmi eux, Yves Guillou (1915-2004), breton de naissance, élève de l'ENSBA passé par l'école régionale d'architecture de Rennes du temps où Georges-Robert Lefort en était le directeur. Inscrit à l'Ordre dès 1942, pressenti pour succéder à Jean Fauny dans les Côtes-du-Nord, c'est finalement dans le Morbihan qu'il s'illustre. Jusqu'en 1947, profitant de la confiance renouvelée après la Libération du ministère de l'Agriculture, il arpente la campagne bretonne, observe, avec une précision quasi-topographique, le cadre et les modes de vie ruraux de la Bretagne du *xx^e* siècle. Ce qui, finalement, avait manqué au mouvement régionaliste des années 1930 trouve ici une sorte d'achèvement : étranger à la doctrine, c'est avec la conviction de la jeunesse insolente qu'il élabore de nouvelles *variations* (fig. 12).

Figure 12



Saint-Nolff (Morbihan). Mairie, par Yves Guillou (1957), carte postale des Éditions Gaby. Archives départementales du Morbihan, 110J4074.

© Gaby / Conseil départemental du Morbihan.

Pour les commandes d'équipement qu'il reçoit dans les années 1950, il fait ainsi alterner les références au pays bas-breton, s'inspirant tantôt de la maison longue (mairies de Saint-Nolff, 1954-1957, Caudan, 1957-1958), tantôt de la loge domestique (mairies de Taupont, 1956-1958, Laz, 1958). De sa collaboration avec le sculpteur Francis Pellerin (1915-1998) naissent également des œuvres originales qui renouvellent la représentation figurative du pouvoir (**fig. 13, fig. 14**).

Figure 13



Taupont (Morbihan). Statue de l'*Abondance*, par Francis Pellerin, sur le perron de la mairie ; la photographie a été prise (par Yves Guillou ?) le jour de l'inauguration, en 1958. Archives départementales du Morbihan, 110J17.

© Péric Bouju / Conseil départemental du Morbihan.

Figure 14



Caudan (Morbihan). Plaques en ciment moulé agrafées sur la façade de la mairie, par Francis Pellerin.

© Péric Bouju.

À Taupont, c'est la statue de *L'Abondance* ; à Caudan, ce sont les plaques de ciment moulé, agrafées à la façade, qui égrènent les quatre temps de la vie familiale. On retrouve cette sensibilité chez nombre d'architectes, au corpus certes moins bien connu, mais tout aussi prolifique : Michel Morin (1928-inc.) dans le Morbihan, Philippe Bévérina dans le Finistère. Ce retour, ce renouveau pourrait-on dire, du régionalisme breton, témoigne de la capacité des architectes de cette « seconde génération » à dépasser la simple évocation d'une architecture rustique tirée d'albums de voyage. L'architecture publique édilitaire s'en trouve vivifiée, et, dans le contexte de forte demande des Trente Glorieuses, cette émulation augure une nouvelle pratique, une nouvelle culture du métier.

De la ville classique à la ville-réseau

Jusqu'à la fin des années 1970, la commande publique en Bretagne est, dans une large mesure, dominée par quelques grosses agences. Si les collectivités ont effectivement recours à des architectes libéraux, la commande découle essentiellement de la confiance que leur accordent les maîtres d'ouvrage. Qui plus est, elle relève d'une culture d'agence fort éloignée du cabinet d'architecte du début du siècle, le plus souvent restreint à l'architecte lui-même et à deux ou quatre employés tout au plus²⁴. En Ille-et-Vilaine, Louis Arretche, que l'on a vu sur le chantier de reconstruction de Saint-Malo, travaille également à Rennes comme architecte-urbaniste conseil, et dirige une agence de 25 personnes ; cette masse critique lui permet d'intervenir aussi bien dans l'aménagement de grands ensembles, dans l'Ouest et la région parisienne, que de répondre à une commande publique importante. À Rennes, l'équipe de Georges Maillols (1913-1998), qui reprend en 1947 le cabinet d'architectes Coüasnon, compte une dizaine de personnes : il marque profondément la physionomie de la ville en dirigeant plus de 140 projets de construction, dont près de 10 000 logements. Si, aux dires de ses collaborateurs, le personnage est attachant, il n'en est pas moins redouté : « Il menait son monde à la baguette [...]. Exigeant, il imposait des rendus de concours lisibles par des profanes, avec une typographie claire, une simplification des traits et des ombres portés sur les plans²⁵. » Parmi les grosses agences se distingue enfin celle d'Yves Guillou, qui dirige au plus fort de sa carrière un cabinet de trente collaborateurs²⁶.

Cette culture d'agence accompagne un changement profond dans la vision de l'aménagement du territoire. On assiste en effet à l'abandon définitif de l'image millénaire de la ville ancienne, s'organisant autour de l'agora, du forum, de la cathédrale, du palais ou du beffroi, achevant ainsi un processus entamé presque un demi-siècle plus tôt. En Bretagne, cette requalification du territoire se traduit par le lancement de grands programmes d'habitation, Rennes et Brest en tête. De la cité d'urgence de Cleunay (30 ha), commencée en 1954, à la ZUP-Sud, l'une des plus grandes opérations françaises d'urbanisme de la période (500 ha), débutée en 1966, ce sont près de 32 000 logements qui sont construits à Rennes, sur près de 800 ha, et la création de près de 400 ha de surface d'activités commerciales et tertiaires, à la périphérie de la ville. La période 1953-1970 est celle de l'aménagement planifié de la ville, et de sa modernisation intensive²⁷. L'objectif poursuivi par la municipalité d'Henri Fréville (1905-1987), maire de 1953 à 1977, consiste à « faire de Rennes le moteur du nouveau dynamisme breton et de retenir les migrants ruraux qui partent chercher du travail à Paris²⁸ » (**fig. 15**).

Figure 15

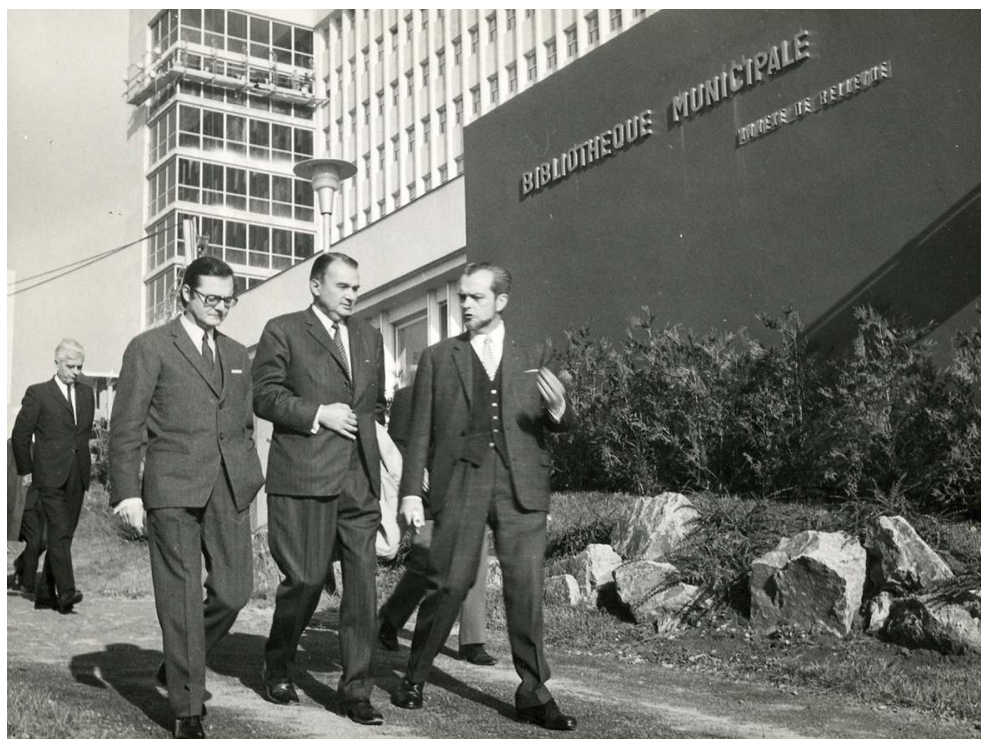


Brest (Finistère). Quartier de Brest II en 1970, vue aérienne oblique. Archives municipales de Brest, 2Fi02860.

© Henri Chalois / Ville de Brest.

À Brest, grâce à l'activisme de Georges Lombard (1925-2010), maire de 1959 à 1973 et membre actif du CELIB, le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons, la Ville obtient la création d'une zone à urbaniser en priorité (ZUP) en 1959, alors que l'État n'en prévoyait pas. Sur le plateau voisin du Bouguen, la ville nouvelle baptisée « Brest II » s'articule en quatre grands quartiers sur une superficie de 180 hectares, dotés de nombreux équipements de services publics (mairie annexe, bibliothèque, patinoire, groupes scolaires...) et de centres commerciaux. L'ambition est la même qu'à Rennes : renverser les tendances défavorables relevées dans la situation bretonne de l'après-guerre, en termes de démographie, d'emploi, d'amélioration du niveau de vie, en soutenant la modernisation des structures économiques et des équipements (**fig. 16**).

Figure 16



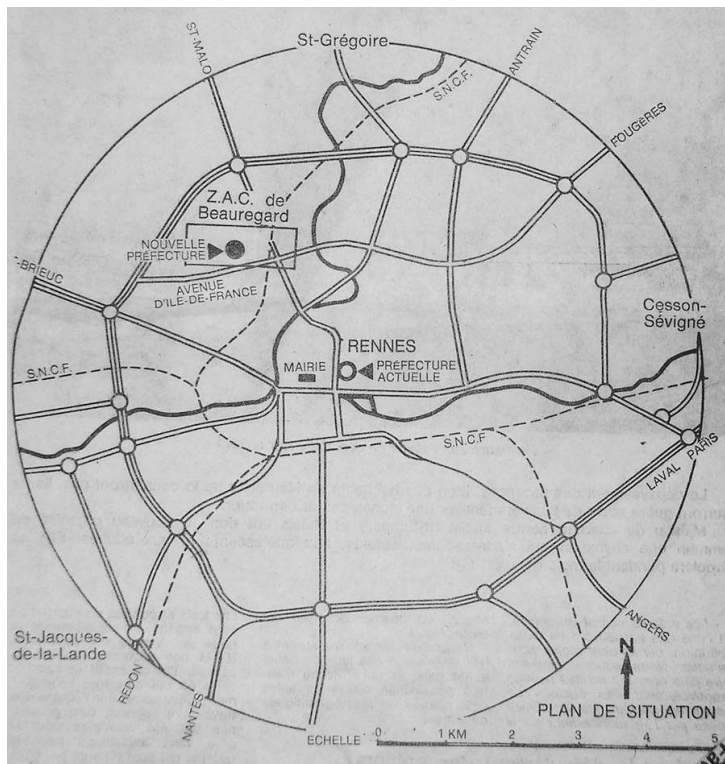
Brest (Finistère). Inauguration de la bibliothèque municipale de Bellevue : le maire Georges Lombard (à l'extrême droite) accompagnant le sous-préfet de Brest, Alain Gerolami (1970). Archives municipales de Brest, 2Fi00253.

© Ville de Brest.

Avec le changement d'échelle des villes, leur extension et la création ex-nihilo de nouveaux territoires, les architectes sont appelés à renouveler le vocabulaire architectural des lieux de pouvoir. Si les nouveaux projets ne cherchent plus à exprimer esthétiquement une hiérarchisation des fonctions urbaines, c'est bien parce que la représentation du pouvoir glisse de l'idéal « palatial » à celui de l'équipement collectif. La ville ne vit plus exclusivement de son centre, comme l'écrit Jean Labasse, même s'il ne perd pas de son attractivité : le cœur de la cité, duquel « la métropole contrôle, présente, distribue, rassemble »²⁹ évolue d'une organisation centralisée hypertrophiée à un schéma souple de déconcentration des services. Cette transition suit un changement dans le système de gouvernance des villes et de la représentation du pouvoir : les maîtres du territoire urbain, ce sont les maires.

Les palais du pouvoir constituent certes encore autant de systèmes de représentation de la force légitime de leurs occupants, qui déterminent par conséquent les orientations prises en matière de choix de tel architecte ou de tel projet. Mais les nouvelles mutations urbaines provoquent autant le questionnement sur la notion de centralité, et pour une raison simple : l'accélération des réformes sur la ville, la diversification des compétences municipales et départementales, l'émergence de nouvelles entités consultatives incitent les décideurs à anticiper de nouvelles installations³⁰. Le centre, en tant que tel, ne perd pas vraiment sa signification géographique, car dans ces ensembles de villes formant un réseau urbain, régional ou national, il confère son identité propre à la ville principale³¹. Mais le cœur de la cité, lui, ne recouvre plus la même dimension (**fig. 17, fig. 18**).

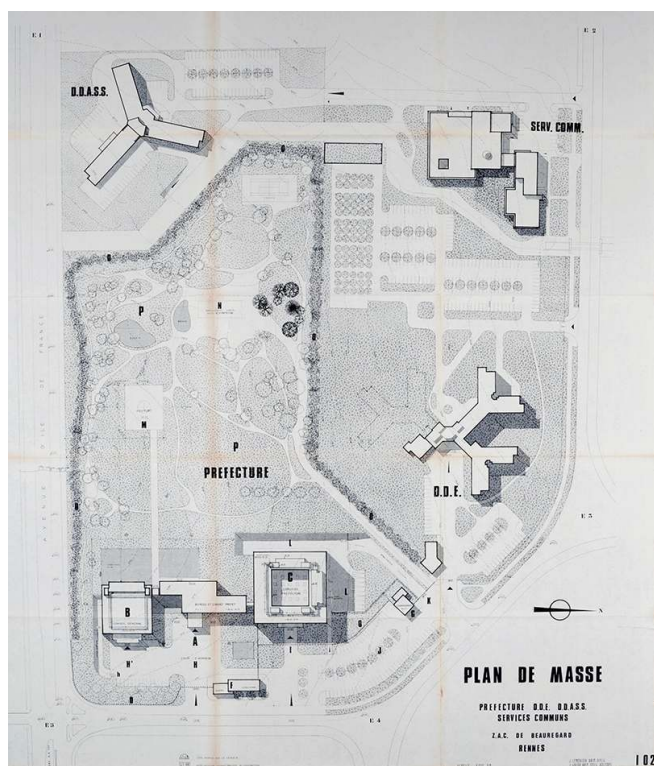
Figure 17



Rennes (Ille-et-Vilaine). Extrait de la presse régionale montrant, à l'échelle de la ville, la nouvelle localisation de la préfecture dans la Z.A.C. de Beauregard. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, DOC/ADM/24.

© Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Figure 18



Rennes (Ille-et-Vilaine). Plan-masse de l'architecte Jean Lemerrier pour la Z.A.C de Beauregard, mars 1975. La nouvelle préfecture comprend en A, le cabinet du préfet ; en B, le conseil général ; en C, les services de la préfecture. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1128W21.

© Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Les modalités d'intervention des architectes ne s'en trouvent pas, dans l'immédiat, radicalement modifiées : comme, autrefois, les architectes marquaient de leur empreinte un pays, les architectes des années 1960 et 1970 répondent le plus souvent à une commande locale, plus rarement régionale : Henry Auffret maintient son agence à Saint-Malo, son pays natal, mais c'est dans l'Ouest de la péninsule qu'il s'illustre, dirigeant successivement les projets de ZUP à Brest (1960), Quimper (1961) et Vannes (1963). Les réalisations d'Yves Guillou et de Michel Morin se cantonnent pour l'essentiel dans le croissant morbihannais, alors que dans le bassin rennais, ce sont Yves Le Moine (1898-1959, dernier architecte de la Ville de Rennes), Jean Lemerrier, Raymond Cornon (1908-1982, architecte des Monuments historiques, architecte BCPN) et Michel Marty (1925-2009, successeur de Louis Arretche en 1971 comme urbaniste-conseil de la Ville de Rennes) qui officient. Ces sphères d'influence n'empêchent nullement l'intervention, aussi remarquable qu'éphémère, de quelques caciques totalement étrangers à la région : la préfecture des Côtes-du-Nord, qui compte parmi les plus importantes réalisations de la décennie 1970, est attribuée, par concours, au cabinet ajaccien de Jean Silvy.

À partir des années 1980 cependant, la stagnation de l'économie et la fin de la grande politique d'équipement et d'aménagement pèsent lourdement sur le milieu professionnel. Cette crise a pour effet d'entraîner la fermeture de nombreuses agences et, comme le fait remarquer Gérard Monnier, d'effacer le rôle du patron, « de ces notables de la profession dont l'entregent suffisait à renouveler le volume des "affaires"³² ». Le changement est perceptible : à Vannes, pour le projet de nouvelle préfecture du Morbihan en 1984, ce sont

deux « grands » qui collaborent, Claude Goclowski (1925-2014), qui s'est fait remarquer à Nancy dix ans plus tôt sur le chantier de l'université, et Yves Guillou ; à Rennes, c'est un « nouvel arrivant », l'agence Brajon, Nicolas et Ressaussière, fondée à Cesson-Sévigné en 1968, qui remporte le projet de la cité judiciaire, au détriment de Michel Marty, successeur de Louis Arretche à la Ville et architecte de la ZUP-Sud (fig. 19).

Figure 19



Rennes (Ille-et-Vilaine). Vue aérienne de la cité judiciaire du cabinet d'architectes B.N.R., à la fin des années 1980 ; derrière la cité, on distingue les bâtiments de la caserne de Guinès, et à l'horizon, les tours de la Z.U.P.-Sud. Archives municipales de Rennes 301Fi785-004.

© Ville de Rennes.

Par ailleurs, les profonds bouleversements initiés par la régionalisation, la décentralisation et la succession de réformes touchant les institutions renouvellent la perception de l'architecture publique. Symbole du temps, la suppression du Prix de Rome et des fonctions d'architecte des Bâtiments civils et des Palais nationaux a pour effet d'anéantir « la base de filière traditionnelle qui avait si longtemps permis la reproduction d'une élite qui monopolisait la commande publique³³ » et avec elle, la permanence d'une certaine conception de l'architecture publique. En faisant appel à des architectes soit éloignés de la production régionale, soit exclus des circuits traditionnels de la commande publique nationale, les pouvoirs publics cherchent également à renouveler le vivier de maîtres d'œuvre. Ce changement de rapport montre une inflexion très significative des politiques architecturales menées par l'État et les collectivités locales, à l'origine d'un bouleversement radical du marché du travail des architectes³⁴.

La loi sur la maîtrise d'ouvrage publique (MOP) de 1985, en précisant les responsabilités de tous les décideurs de la construction publique et en imposant au donneur d'ouvrage la production d'un programme, ne bouleverse pas vraiment une logique de rationalité dont l'administration française s'est fait une spécialité. En fait, il ne s'agit plus seulement d'une question de programme : l'architecture reproduit les images d'une société en constante évolution. Jean-Louis Violeau parle même d'une « nouvelle division du travail »,

l'ancienne séparant les questions fonctionnelles des questions formelles, et par conséquent, ne produisant pas d'œuvres³⁵.

Finalement, comme tient à le rappeler Maarten Delbeke, la catégorie du monument pose de deux manières assez évidentes, sans être forcément concurrentes, la question de la réflexivité de l'architecture : d'une part, dans un monument, elle est intrinsèquement liée à un contexte culturel plus large, dont elle est une « image réfléchie ». D'autre part, le monument incite, par définition, et même, comme le suggère Adolf Loos, par provocation, à se questionner sur sa véritable nature, ses propres moyens et la légitimité même de son existence³⁶. Reste donc à revoir les modalités de cette « révolution civilisationnelle » à laquelle on assiste pendant près de trois décennies, à comprendre, surtout, comment s'est joué le modèle de gouvernance, à mesure qu'on assiste à une personnification du pouvoir local³⁷, et avec lui, l'impact des mutations de la pensée architecturale sur l'esthétique et la forme des institutions.

Le monument proclamation : image et perception du pouvoir

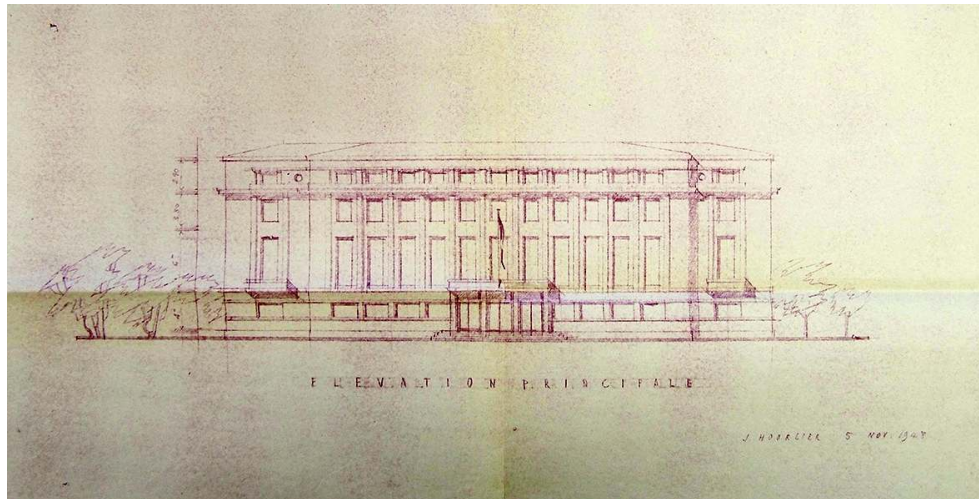
L'État, et les collectivités locales, en prenant à leur charge l'équipement du territoire, créent le besoin d'une architecture administrative, fonctionnelle et pratique. Mais dans la légitimation du politique, cette architecture recouvre une dimension figurative, celle des représentations sociales, association d'une forme et d'une signification, capital symbolique au sens de Bourdieu. Malgré l'effacement progressif de l'État, la personnalisation du pouvoir maintient l'idée du prestige qui doit émaner de l'architecture, en ce qu'elle participe au discours de la performance et du leadership. Cette tension conduit les architectes à renouveler les principes mêmes de la monumentalité, à concevoir une forme de consensus entre *signifié* et *signifiant*, et dès lors, à repenser leur pratique professionnelle.

Entre esthétique classique et culture matérialiste

D'une manière générale, les architectes de la Reconstruction restent profondément attachés aux principes académiques qui régissent la construction publique. Ils n'en restent pas moins réceptifs au grand bouillonnement intellectuel qui s'attache, depuis un quart de siècle, à moderniser la culture architecturale française. Les édifices présentent ainsi une singulière composition, celle, d'abord, d'une « esthétique de la pureté, de la simplicité, de l'exactitude et de la nudité qui refuse tout ornement et se concentre sur les formes géométriques, sur la volumétrie qui masque le système porteur au profit du jeu savant, correct et magnifique des formes sous la lumière »³⁸, défendue par les modernistes radicaux réunis autour de Le Corbusier (1887-1965). Celle ensuite, d'une architecture centrée sur sa propre tradition constructive, expressive par le gigantisme de sa structure et la qualité d'une ornementation résolument moderne, dont Auguste Perret (1874-1954), François Le Cœur (1872-1934) et Henri Sauvage (1873-1932) sont les figures paternelles.

Sur les premières esquisses qu'il produit dès 1948 pour l'hôtel de ville de Lorient, Jean-Baptiste Hourlier donne à voir un édifice associant tant bien que mal dignité et fonctionnalité. La façade principale, imprégnée de réminiscences classicisantes, s'inspire directement des modèles Art déco de la fin des années 1930 (**fig. 20, fig. 21**).

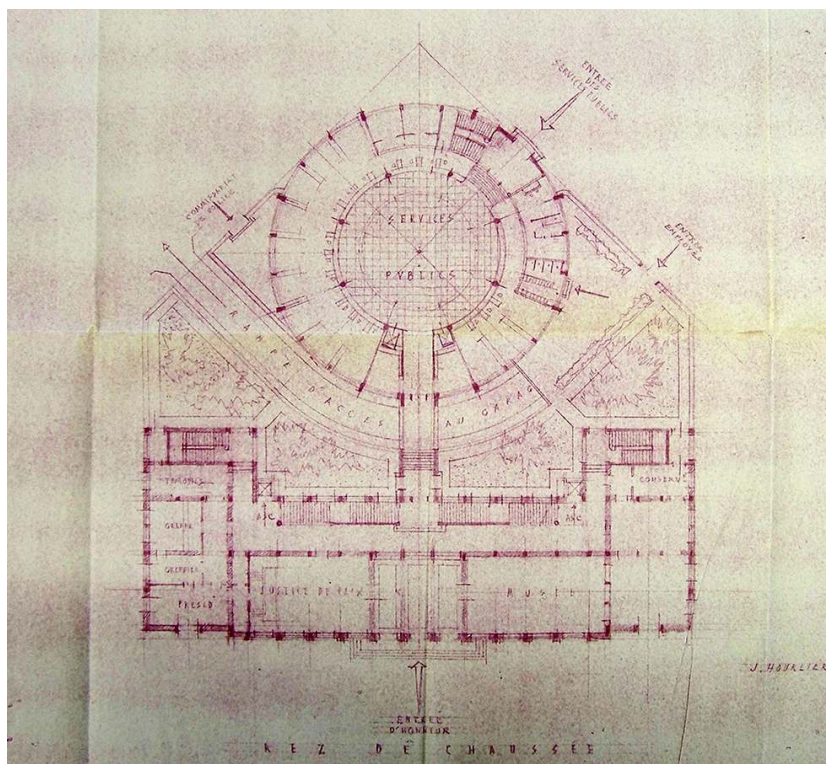
Figure 20



Lorient (Morbihan). Première esquisse de Jean-Baptiste Hourlier pour la façade de l'hôtel de ville de Lorient, 5 novembre 1948. Archives municipales de Lorient, 1M28.

© Péric Bouju / Ville de Lorient.

Figure 21



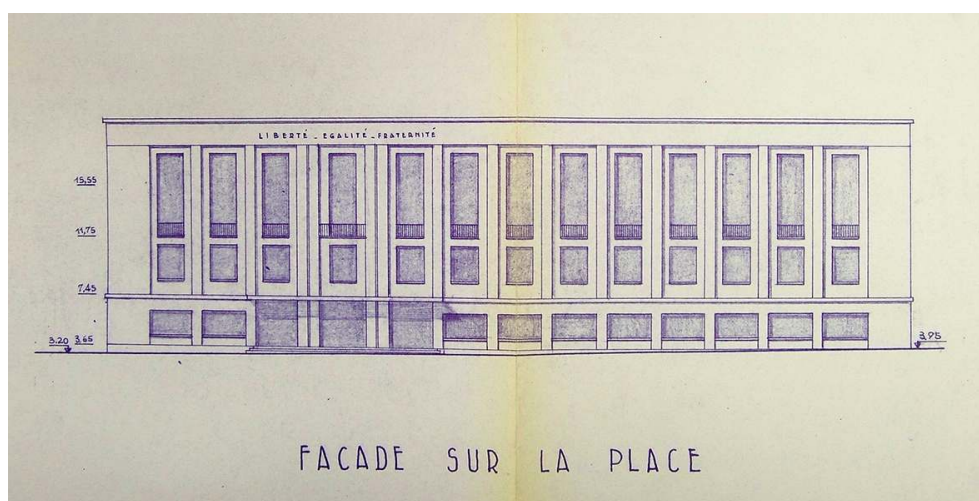
Lorient (Morbihan). Première esquisse de Jean-Baptiste Hourlier pour le rez-de-chaussée de l'hôtel de ville de Lorient, 5 novembre 1948 : dans le bâtiment principal, le musée et la justice de paix ; dans la rotonde placée postérieurement, les services publics, avec une entrée distincte pour le public et une autre pour les employés. Archives municipales de Lorient, 1M28.

© Péric Bouju / Ville de Lorient.

En façade, il dispose un avant-corps destiné à recevoir, au rez-de-chaussée, le musée et la justice de paix, au premier étage, la salle des fêtes, la salle du conseil et la salle des mariages, au troisième étage, des logements. Il relègue sur la face postérieure un second bâtiment, en forme de rotonde, destiné à accueillir sur trois étages les divers services administratifs, auxquels on accèderait de plain-pied depuis la rue. En outre, il prévoit une rampe d'accès surplombant la desserte des garages au sous-sol, réservés aux véhicules municipaux et aux pompiers, et reliée au bâtiment principal. L'ensemble est majestueux : la salle des fêtes du premier étage, accessible depuis l'escalier d'honneur à deux rampes, fait office de grande galerie avec ses 39 mètres de long et ses 6 mètres sous plafond, desservant à chacune de ses extrémités la salle du conseil municipal et la salle des mariages. Le bâtiment des services techniques et administratifs est éclairé par une immense verrière à trois étages, qui n'est pas sans rappeler la coupole de l'église Saint-Louis de Lorient (1948-1961), dont l'architecte est également l'auteur³⁹.

Ce goût pour la monumentalisation se retrouve également en façade par le traitement classique de l'élévation : le soubassement massif, seulement percé de petites baies rectangulaires, s'oppose à l'étage noble, marqué par l'allongement presque excessif des fenêtres ; les second et troisième étages ont des baies aux dimensions qui se réduisent à mesure que le regard s'élève. La façade est rythmée par une série de pilastres et marquée sur la longueur par le large bandeau séparant les deux derniers niveaux ; la corniche ne tente même pas de dissimuler le toit surbaissé. Nul motif ne vient briser l'harmonie du bloc monolithe : seul le péristyle à trois portes, précédé d'un large perron, et formant balcon pour les trois travées centrales de la galerie du premier étage, vient perturber l'ordonnancement général. L'analogie avec les dernières grandes réalisations des années 1930 est ici évidente : Boulogne-Billancourt (Tony Garnier, 1931-1934), Puteaux (Jean et Édouard Niermans, 1931-1933), pour laquelle l'architecte a concouru, et Poissy (Pierre Mathé et Henri Calsat, 1937) en sont les modèles (fig. 22).

Figure 22



Lorient (Morbihan). Cinquième esquisse de Jean-Baptiste Hourlier pour la façade de l'hôtel de ville de Lorient, 7 août 1954. Archives municipales de Lorient, 1M28.

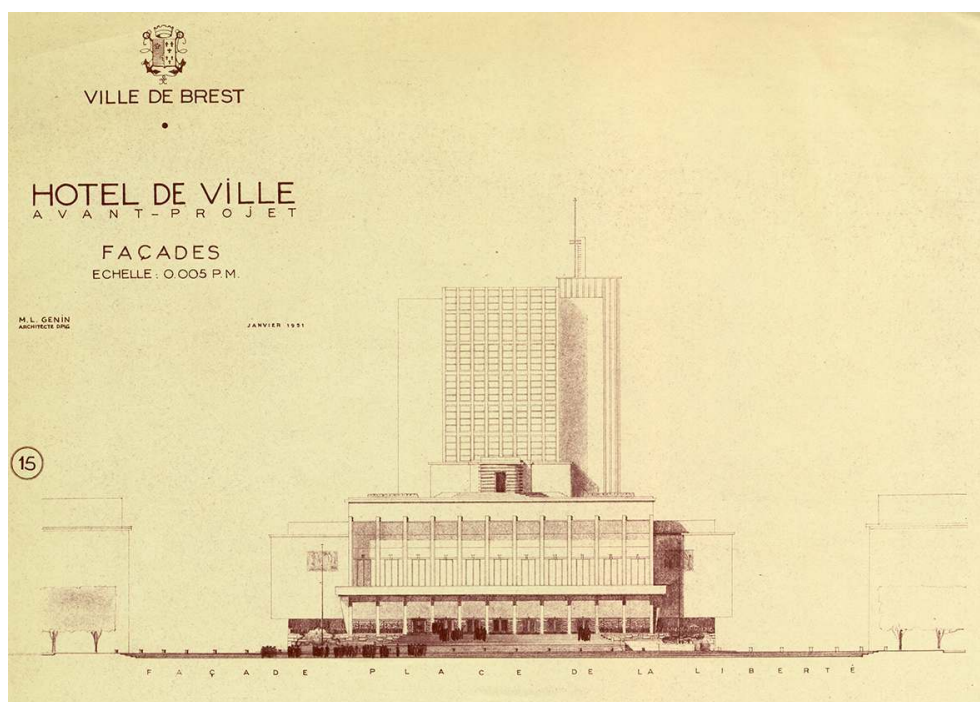
© Périg Bouju / Ville de Lorient.

La concentration de tous les services dans un même bâtiment, leur accessibilité facilitée par un système de coursives ouvertes sur le hall central, l'éclairage zénithal et les rampes

en acier chromé, inspirés de l'architecture paquebot, enfin, le luxe sobre que l'on imagine aisément comme s'imposant à l'heure des restrictions, révèlent la prédilection très marquée de l'architecte pour les compositions de François Le Cœur, Tony Garnier (1869-1948) et Auguste Perret, partisans de la pédagogie rationaliste héritée de Viollet-le-Duc (1814-1879), et d'une architecture publique affranchie de la tradition d'ostentation⁴⁰.

Si l'on connaît moins bien les projets préliminaires des hôtels de ville de Saint-Malo (livré en 1952, mais au profit de l'État qui y installe l'hôtel des Finances) et de Brest (1958-1961), l'esthétique générale des bâtiments ne se départit pas de ce rationalisme classique. À Brest notamment, Maurice-Léon Génin prend le parti délibéré de contrevenir au programme de 1949 en proposant une distinction nette entre la partie réception, orientée sur la place, et la tour-bureaux positionnée sur la face postérieure, de façon à ce que sa masse, « dominant place et ville, indique sa destination et sa raison d'être »⁴¹ (fig. 23, fig. 24).

Figure 23



Brest (Finistère). Avant-projet de l'hôtel de ville de Brest par Maurice-Léon Génin, façade sur la place de la Liberté, janvier 1951. Archives municipales de Brest, 5Fi00409.

© Ville de Brest.

Figure 24



Brest (Finistère). Carte postale des années 1980 : « En Bretagne, sur l'une des plus belles rades du monde, BREST, grand port de guerre. L'hôtel de ville ».

© Y. R. Caoudal / YCA.

Ce parti libère le sol, crée des zones d'isolement et de verdure, propices à l'éclairage des sous-sols dans lesquels sont installés de nombreux services. Les volumes équilibrés, dominés par la tour de bureaux de 30 mètres de haut, la nudité du béton armé, le large perron précédant le vestibule d'honneur, répondent à l'ordonnancement colossal des immeubles bordant la place. En particulier, les dessins des façades montrent combien l'architecte s'est employé à reproduire l'esthétique laconique de la tradition classique défendue par Perret dans le modèle de la colonnade, expérimentée au musée des Travaux publics (Paris, avenue d'Iéna, actuel Conseil économique et social, 1936-1946). Génin reprend à Brest la représentation solide et rassurante de l'*abri souverain*, développée par Perret dès 1933⁴². L'ossature parfaitement dégagée de l'avant-corps assume le rôle de colonnade ou de portique ; les onze baies pleines de l'étage « noble » se distinguent par une verticalité intransigeante, qui donnerait presque le vertige. À Lorient, Hourlier observe le même principe, en l'accentuant par le truchement du rez-de-chaussée en une forêt de troncs en béton, dépourvus de tout décor, semblables à des pilotis (fig. 25).

Figure 25



Lorient (Morbihan). Façade de l'hôtel de ville après achèvement. Archives municipales de Lorient, 5Fi473.

© Louis Le Guernevé / Ville de Lorient.

Mais ce dernier n'est qu'un simulacre, il ne provoque pas le sursaut aérien de la matière voulu par Le Corbusier, ni la pénétration de la place sous le bâtiment : l'édifice est solidement ancré au sol, posé sur un soubassement de granit, et pour accéder au vestibule d'honneur, il faut en gravir le perron. Ces façades monolithes traduisent ostensiblement l'un des principes de l'« École du classicisme structurel⁴³ » : au bandeau horizontal corbuséen, les architectes ont préféré la solution de Perret, qui laisse pleinement entrer la lumière et traduit dans le bâtiment la vision de l'homme vivant, en action. Ceci étant, à peine franchi le seuil du vestibule haut, s'impose le dessin du *plan libre*, substituant aux murs et refends porteurs des structures de type poteaux-dalles en acier et en béton armé (fig. 26, fig. 27).

Figure 26



Lorient (Morbihan). Hôtel de ville, vue du hall du public en cours de chantier, en 1958. Archives municipales de Lorient, 5Fi8952.

© René Crolard / Ville de Lorient.

Figure 27



Lorient (Morbihan). Hôtel de ville, vue du hall du public après achèvement, en 1966. Archives municipales de Lorient, 5Fi8553.

© Louis Le Guernevé / Ville de Lorient.

L'espace intérieur est décroisonné ; l'œil ne s'arrête ni sur les éléments du décor, ni sur le mobilier, il ne retient que l'impression de grandeur qui se dégage de cette volumétrie hors de portée (**fig. 28, fig. 29**).

Figure 28



Lorient (Morbihan). Hôtel de ville, le salon d'honneur au premier étage, en 1963. Archives municipales de Lorient, 5Fi8311.

© Ville de Lorient.

Figure 29



Brest (Finistère). Hôtel de ville, la salle de réception du premier étage, en 1965. Archives municipales de Brest, 2Fi3898.

© Ancelle-Hansen / Ville de Brest.

Cette dualité se retrouve dans l'adoption moderne du toit-terrasse, ce qui ne constitue pas forcément un attachement particulier au modèle corbuséen, et le maintien de la corniche, chère à Perret. Destinée à empêcher le ruissellement des eaux de pluie qui dégradent la façade, cette dernière dépasse, dans l'esprit de Perret, le simple ordonnancement architectonique pour prendre une dimension sculpturale, élégante et puissante.

On observe les mêmes principes directeurs dans les projets pilotés par l'État. À Lorient, la sous-préfecture, le tribunal d'instance et l'hôtel de police sont réunis dans un îlot « institutionnel », à l'extrémité sud du bassin à flot. Malgré ses redents et retraits par rapport au plan d'alignement, le complexe dessiné par Hourlier présente une façade homogène, réalisée sur le même principe que celle de l'hôtel de ville : parement de pierre, ouvertures verticales, corniche débordante et entrées monumentales, marquées par un auvent que supportent des piles de granit poli (**fig. 30, fig. 31**).

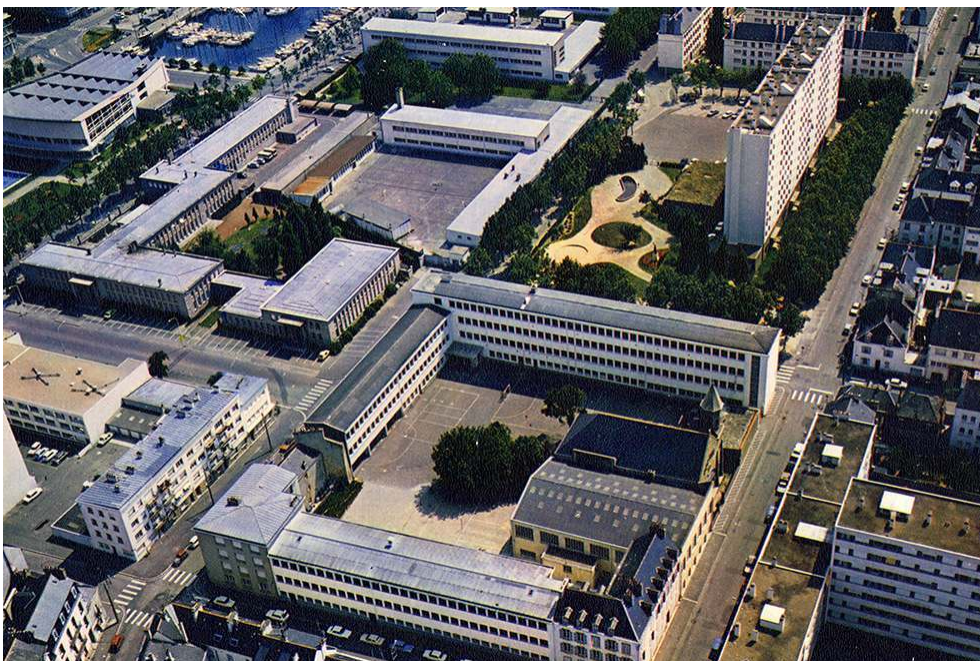
Figure 30



Lorient (Morbihan). Façade du tribunal de grande instance, dans les années 1960. Archives municipales de Lorient, 5Fi8486.

© Louis Le Guernevé / Ville de Lorient.

Figure 31



Lorient (Morbihan). Vue aérienne de l'institution Saint-Louis (en contrebas) prise en direction du bassin à flot. Dans la partie supérieure gauche, le complexe de la sous-préfecture et du tribunal de grande instance. Archives municipales de Lorient, 49Fi68.

© Monique François / Ville de Lorient.

À Brest, la rivalité entre la Ville et l'État a gardé toute sa force. Elle aboutit, dans le projet de la cité judiciaire notamment, à un expressionnisme grandiloquent dans lequel classicisme linéaire, sculptures prométhéennes et raffinement des arts décoratifs subliment l'image immanente de la Justice : placée dans une position dominante, l'institution judiciaire manifeste qu'elle entend maîtriser les passions autant que résoudre les conflits de la Cité (**fig. 32, 33, 34**).

Figure 32



Brest (Finistère). Cité judiciaire de l'architecte Henri-Gabriel Béné (1958). Façade donnant sur le cours Dajot, carte postale des Éditions Gaby. Archives municipales de Brest, 3Fi007-063.

© Ville de Brest.

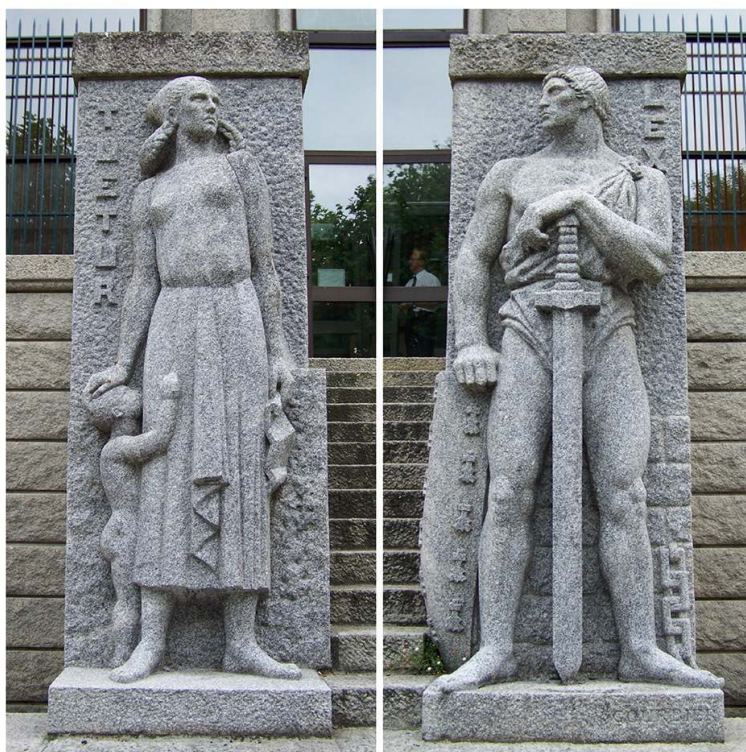
Figure 33



Brest (Finistère). Cité judiciaire, détail des bas-reliefs de Marcel Coubrier (1898-1976) : à droite et à gauche : sur la façade principale, le sculpteur a représenté les emblèmes traditionnels de la Justice, que sont le glaive, la main de Justice et la balance ; au centre, sur la façade postérieure, ce sont les emblèmes de la République, le faisceau des licteurs, les feuilles de chêne et de laurier, qui ornent la date de fondation du nouvel édifice. Hermines stylisées, mais aussi poissons et coquillages, références évidentes à la vocation maritime de la ville, parsèment chacun des bas-reliefs.

© Péric Bouju.

Figure 34



Brest (Finistère). Cité judiciaire, détail des hauts-reliefs encadrant l'escalier monumental : à gauche, la Justice-Teutur ; à droite, la Loi-Lex.

© Pégig Bouju.

Cet à-propos ne se départit pas de la conception néoclassique enseignée par Claude-Nicolas Ledoux (1736-1806) et Étienne-Louis Boullée (1728-1799), normalisée par Jean-Nicolas-Louis Durand (1760-1834) à la fin du XVIII^e siècle et dont les concepts sont mis au goût du jour par les architectes de l'entre-deux-guerres, en France et dans toute l'Europe. La simplicité ascétique de ce vocabulaire, déclinant à foison frontons, colonnes, plan axial ou entablements, amplifiés par l'emploi du granit breton, tourne autour de l'idée obsédante du portique, cher à Durand. Cette nomenclature produit un cheminement progressif et dramatique. Il contribue à établir un dispositif de ritualisation du passage ; cette césure doit être comprise, pour reprendre l'expression du philosophe Jens Badura, au sens de « Terre-jamais-à-quelqu'un », c'est-à-dire comme un espace imprenable⁴⁴. Ce qui séduit les architectes et pour ainsi dire, le public, c'est encore la capacité d'adaptation quasi illimitée du classicisme, lequel, au contraire du jeu moderniste de la « nouvelle architecture », est directement accessible aux masses tandis qu'il est assimilé, en France, à un passé glorieux et à la légitimité démocratique. Cette imprégnation d'une esthétique classicisante n'est pas exempte non plus d'une culture matérialiste héritée des années 1940 qui entend déplacer « vers l'élaboration de la valeur d'usage le centre de gravité de la conception architecturale »⁴⁵.

Ceci dit, on peut se poser la question de la « totémisation » de l'architecture édilitaire, alors que s'achève la Reconstruction et que s'esquissent déjà de nouvelles approches en termes de structure et surtout, d'usage des matériaux. Dans la détermination à sauvegarder l'âme originelle des villes tout en y apposant la marque d'une culture nationale révéree, les architectes ont certainement contribué à faire de ces monolithes de

granit ce que seront, plus tard, ceux de béton : des édifices immortels, intangibles et arbitraires, construits en réaction à l'humiliation de la guerre, de la mort et de la destruction.

À peine cinq ans après la livraison du chantier de Lorient, Jean-Baptiste Hourlier réalise pour la Ville de Vannes une cité administrative qui n'a déjà plus rien à voir avec les principes qui ont présidé à la Reconstruction (**fig. 35, fig. 36**).

Figure 35



Vannes (Morbihan). Cité administrative de Jean-Baptiste Hourlier (1968). Façades latérale et postérieure, avenue Saint-Symphorien.

© Péric Bouju.

Figure 36



Vannes (Morbihan). Cité administrative de Jean-Baptiste Hourlier (1968). Façades latérale et postérieure, avenue Saint-Symphorien.

© Péguy Bouju.

À partir d'un noyau central contenant les ascenseurs et les escaliers principaux, il dispose sur pilotis quatre ailes en ellipse de sept étages ; dans le dénivelé du terrain, il pose un plateau de deux étages sur les parois desquels il fait alterner le verre, l'acier et les agrafes de béton⁴⁶. Toute référence classicisante a été évacuée au profit d'un allègement de la structure ; la forme de l'îlot, oblong, ne permettait certainement pas les mêmes développements monumentaux. Mais surtout, le granit, cette « pierre noble », n'y a pas sa place. L'expression plastique et la volumétrie raisonnable de l'édifice traduisent cette fois une autre aspiration, une autre perception de l'architecture du pouvoir : on glisse, peu à peu, vers une logique de service qui met à mal la vocation éminemment idéologique de ces édifices politiques.

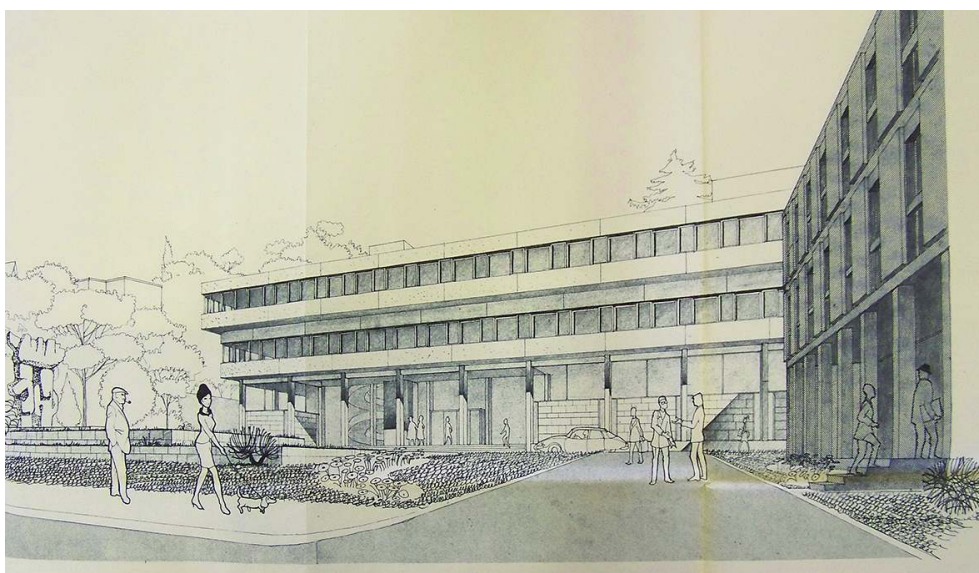
Le programme des préfectures bretonnes dans les années 1970

Appliquée presque uniformément à tous les services publics, la dichotomie entre le socle réservé aux espaces d'accueil et de représentation et la tour-bureaux, telle qu'expérimentée à l'hôtel de ville de Brest, pose le problème de la distinction que doit opérer l'architecte entre le siège de l'autorité – État et collectivités confondus, et les autres services collectifs (hôpitaux, universités, équipements sportifs, etc.). Le programme des préfectures de la région parisienne, engagé avec le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région de Paris (SDAURP) en 1965 et véritable « vitrine » de la nouvelle architecture⁴⁷, pose clairement le défi d'une harmonisation entre, d'une part, l'aspiration fonctionnaliste des pouvoirs publics, avec comme corollaire

la modernisation technique de leur gestion, et d'autre part, le soin apporté à l'accueil et à la circulation des publics, sans renoncer à une certaine forme de monumentalité. En Bretagne, la construction de deux nouvelles préfectures, à Saint-Brieuc (1975) puis à Rennes (1979), contribue également au débat.

Lauréat du concours lancé pour la reconstruction de la préfecture des Côtes-du-Nord, l'architecte Jean Silvy propose une alternative convaincante au modèle traditionnel, d'autant que l'édifice doit s'inscrire dans un paysage architectural complexe, celui du parvis de la cathédrale des XIII^e et XV^e siècles et du palais épiscopal, à proximité des principaux organes administratifs du département et de la Ville (**fig. 37, fig. 38**).

Figure 37



Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Vue perspective de la façade principale de l'hôtel de la préfecture des Côtes-du-Nord, par Jean Silvy, juillet 1968. Archives départementales des Côtes-d'Armor, 1199W1-25.

© Périg Bouju / Conseil départemental des Côtes-d'Armor.

Figure 38



Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). En contrebas du parvis de la préfecture, donnant sur le jardin de la cour d'honneur, le bas-relief du sculpteur Francis Guinard (1913-1996) représentant une *Quête du Graal*.

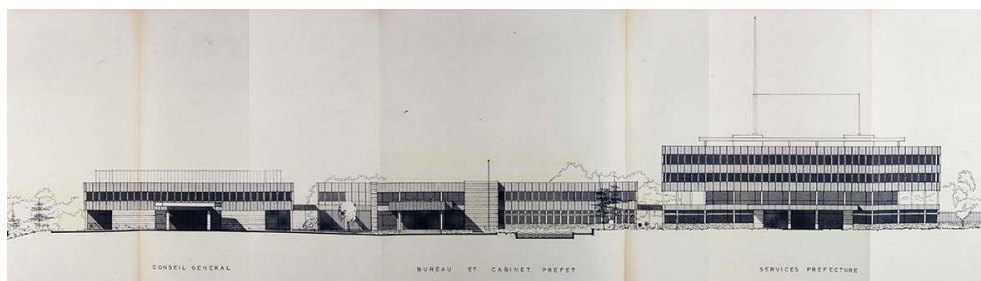
© Péric Bouju.

Il conçoit un bâtiment à deux corps qui se développe en équerre au nord et à l'ouest d'une large cour d'honneur. Au-dessus d'un parking de 300 places, il dispose une ossature massive sur laquelle viennent reposer deux étages en encorbellement ; le rez-de-chaussée est traité en péristyle et le public y accède par un fort emmarchement. Le grand volume de la salle du conseil général ferme l'angle sud-ouest, tandis qu'à l'ouest, au deuxième étage, sont placés les salons de réception et les salles des commissions, de plain-pied avec le parc. Les bureaux des divisions administratives sont répartis autour d'une courette centrale ; ceux des collaborateurs du préfet sont placés au-dessus du hall d'honneur. Les accès sont de deux types : grand escalier en spirale pour accéder aux bureaux du préfet et aux salons d'honneur ; escalier de service et ascenseurs pour les divisions. Dans l'aile perpendiculaire, plus basse, l'architecte a logé le hall du public et divers services. Ceux-ci sont reliés au bâtiment principal par une galerie couverte tandis que des liaisons secondaires permettent de rejoindre les directions de l'Agriculture, de l'Action sanitaire et sociale et de l'Équipement, installées dans des bâtiments adjacents⁴⁸.

L'adoption d'une architecture horizontale, en contraste avec les deux tours de la cathédrale, facilite l'insertion dans le contexte architectural du centre-ville. Le caractère massif du bâtiment est atténué par l'irrégularité des maisons avoisinantes ; la perspective n'est pas ouverte, elle s'arrête sur une multitude d'objets urbains qui atténuent finalement l'effet d'écrasement de l'immeuble sur son environnement.

À Rennes, Jean Lemerrier n'a pas les mêmes contraintes : la ZAC de Beauregard, située en rase campagne au nord-ouest de la ville, l'incite à créer un paysage artificiel, dans le but de différencier la préfecture des autres bâtiments administratifs qui doivent également s'y installer (fig. 39, fig. 40).

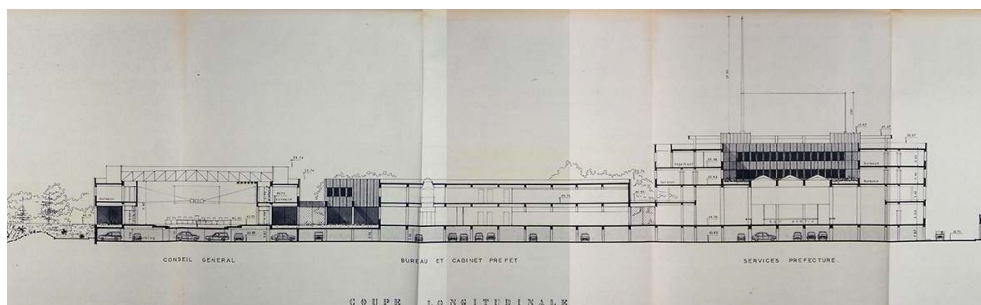
Figure 39



Rennes (Ille-et-Vilaine). Z.A.C. de Beauregard, avant-projet de Jean Lemerrier pour la préfecture d'Ille-et-Vilaine, mars 1976. Façade sur la cour d'honneur : conseil général, bureau et cabinet du préfet, services préfecture. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1128W21.

© Péric Bouju / Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Figure 40



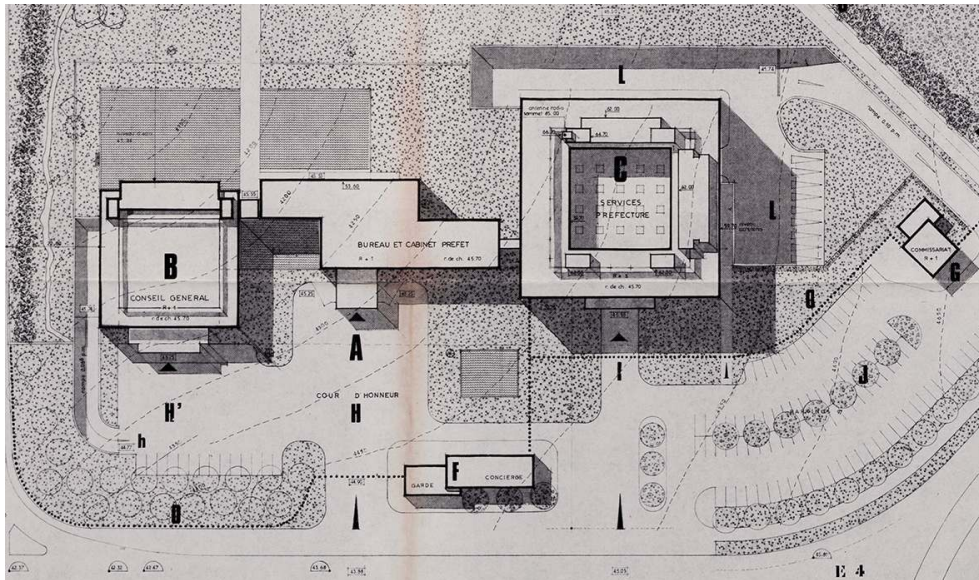
Rennes (Ille-et-Vilaine). Z.A.C. de Beauregard, avant-projet de Jean Lemerrier pour la préfecture d'Ille-et-Vilaine, mars 1976. Façade sur la cour d'honneur, coupe sur la longueur. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1128W21.

© Péric Bouju / Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Profitant de la légère déclivité du terrain, il dispose un premier bloc quadrangulaire massif de deux étages côté ville sur le point le plus bas, un autre de cinq étages côté campagne sur le point le plus haut ; il les relie au centre par un bâtiment bas d'un étage, monté sur un parking en sous-sol. Chaque unité accueille un service : conseil général au sud, services de la préfecture au nord, cabinet du préfet au centre. Cette compartimentation des fonctions permet de dissocier l'entrée du public de celle réservée aux services du cabinet, et de maintenir une « enceinte réservée » au niveau du corps central, pôle de décision névralgique en cas de crise⁴⁹.

Du point de vue esthétique, la forte minéralité des bâtiments, affirmée par l'emploi d'ardoises de granit agrafées à la structure porteuse en béton armé et associées au béton lavé de ton clair, s'équilibre avec le parc, créé de toutes pièces. Cette « monumentalité paysagère » s'insère d'ailleurs sans difficulté dans un contexte rural. Dans le Morbihan, Yves Guillou en fait l'expérience à La Gacilly (1971) et à Questembert (1975), où il conçoit des mairies doublées de services secondaires : poste, perception, locaux techniques (fig. 41, fig. 42).

Figure 41



Rennes (Ille-et-Vilaine). Z.A.C. de Beauregard, détail du plan-masse de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, par Jean Lemerrier, mars 1975. Légende : A. Bureau et cabinet du préfet ; B. Conseil général ; C. Services de la préfecture ; F. Conciergerie ; G. Commissariat ; H. Cour d'honneur. Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 1128W21.

© Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Figure 42



Questembert (Morbihan). Maquette du projet d'hôtel de ville par Yves Guillou, s.d. (vers 1972). Archives départementales du Morbihan, 110J4170.

© Conseil départemental du Morbihan.

Le parti adopté consiste à dissocier nettement les multiples fonctions du bâtiment (administratif, représentation, logement), sans pour autant altérer ni l'unité de

l'ensemble ni l'environnement dans lequel il s'inscrit. Cette séparation des services se traduit, outre la découpe du plan, par un contraste visuel entre le rez-de-chaussée, traité « avec l'ampleur, la solidité et la dignité simple qui conviennent à des bâtiments publics » par un parement de schiste ardoisier, et l'étage en encorbellement dont la couverture d'ardoise relie « sans heurt la sévérité du bâtiment public à l'environnement plus familier des toitures du bourg »⁵⁰. L'architecte, tout en maintenant la modernité technique (structure en béton armé) et esthétique (toit-terrasse) du bâtiment public, s'inscrit dans une démarche d'intégration au contexte architectural par le matériau. On retrouve la même tentative, plus ou moins marquée, chez Philippe Bévérina (Plouvien, 1972 ; Plabennec, 1979), tandis que Michel Morin privilégie au contraire la continuité bretonnaisante dans la reproduction de longères à rez-de-chaussée aux vastes ouvertures (Caro, 1976 ; Locmariaquer, 1979) (**fig. 43**).

Figure 43



Saint-Pabu (Finistère). Projet de mairie et poste par Philippe Bévérina, s.d. (vers 1970). Archives départementales du Finistère, 169J145.

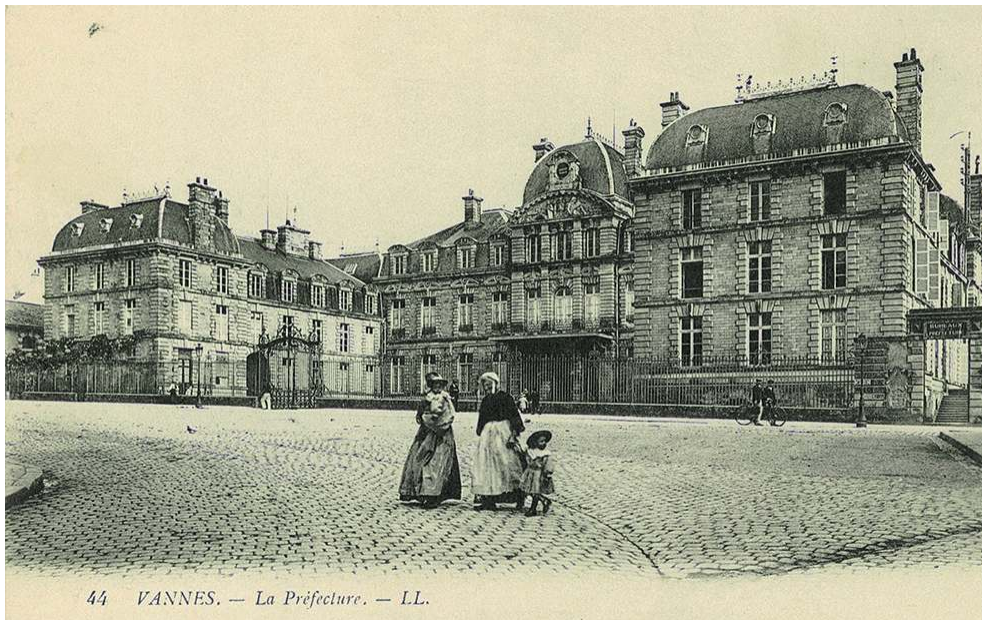
© Conseil départemental du Morbihan.

Devant cette détermination à intégrer l'architecture publique dans les lignes et les volumes du paysage, on pourrait croire que les architectes, tout en prenant leurs distances avec la banalisation du logement pavillonnaire de type « breton », ont voulu maintenir un répertoire de références qui se serait constamment épuré au contact des nouveaux procédés de construction, gardant ses valeurs intrinsèques. Pourtant, ce qui frappe le plus dans cette esthétique massive, c'est l'abandon total de toute nomenclature historicisante. Le récit national, dont les lieux de pouvoir sont les totems, n'est plus affublé ni d'une dimension rhétorique (le pathos républicain), ni d'une rengaine classicisante désuète (noblesse des principes démocratiques).

Ils sont au contraire tout à fait tournés vers une exacerbation de la fonctionnalité qui s'accorderait mal avec la nouvelle babélisation de l'architecture si celle-ci ne faisait pas partie des principes révéérés par la société. Cette tension, pour ne pas parler de

compétition, qui marque le débat architectural jusqu'aux années 1980, interroge l'architecte sur ce que doit être l'image du pouvoir (fig. 44, fig. 45).

Figure 44



Vannes (Morbihan). Hôtel de la préfecture du Morbihan construit par les architectes départementaux Émile Amé et Eugen Hawke en 1865, carte postale ancienne (éditions inconnues).

© DR / Péric Bouju.

Figure 45



Vannes (Morbihan). Hôtel du département du Morbihan par Claude Goclowski et Yves Guillou, architectes associés (1984).

© Péric Bouju.

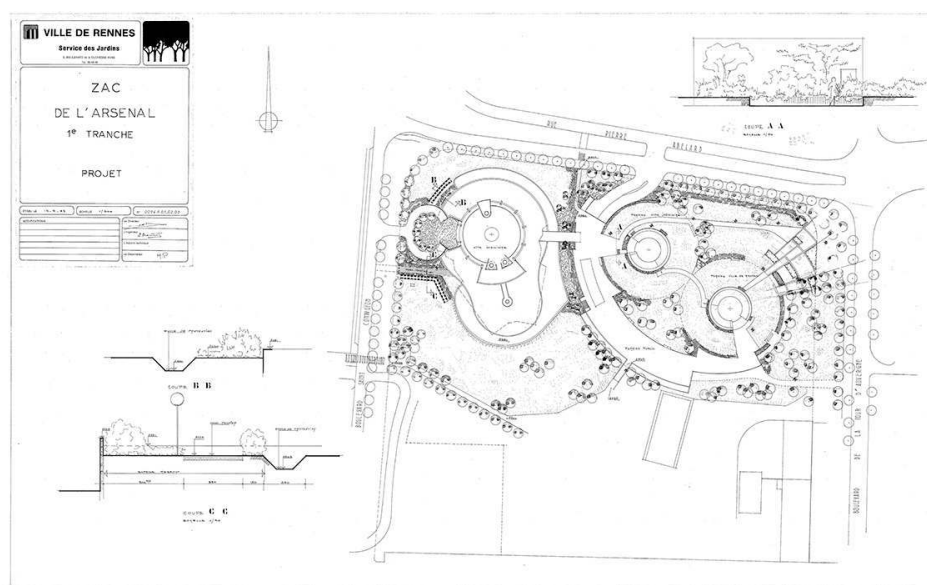
Doit-on, au demeurant, parler d'une architecture de services ? Le Second Empire avait fait de la préfecture le « modèle réduit d'un ministère transporté en province »⁵¹ mais aussi, la vitrine de l'art et du goût français, les architectes reprenant à bon compte, comme autant de variations *néo-*, l'hôtel aristocratique, entre cour et jardin. La Troisième République avait fait des mairies de ville ces « grandes machines »⁵², combinaisons emphatiques de l'architecture, de la sculpture et du symbolisme, visant à affirmer sur leurs façades ce que les Beaux-Arts pouvaient exercer d'action « la plus élevée, la plus morale, la plus instructive »⁵³. Le machinisme des années 1930 avait certes dépouillé les palais du pouvoir de cette expression grandiloquente du décor sculpté, des formes néobaroques et du luxe évident de la réalisation matérielle⁵⁴, mais les caractères académiques de la monumentalité, eux, seront reconduits jusqu'au chantier de la Reconstruction.

L'interprétation, désormais, se veut individuelle ; l'arbitrage en est laissé à la discrétion du maître d'œuvre. Elle aboutit, en termes de projet d'architecture, à des divisions idéologiques et à une créativité que la crise à venir, loin de freiner, va encore stimuler.

L'après 1980 : nouveaux paradigmes, nouvelles synthèses

À partir de la fin des années 1970, on assiste en partie à un renouvellement du discours de la modernité : « [...] en relation avec la diminution de la taille des opérations, et avec la demande d'une architecture formaliste, les techniques se diversifient et s'adaptent à des architectures plus variées⁵⁵. » L'innovation architecturale se déplace de la question typologique du logement à celle de la spécialisation des grands programmes collectifs. À Rennes, la réalisation du programme de la ZAC Arsenal-Redon, qui débute sur le papier dès 1971, marque en l'espèce le début d'une nouvelle génération d'édifices, dont la modernité performatrice contraste sévèrement avec les réalisations des opérations précédentes (**fig. 46**).

Figure 46



Rennes (Ille-et-Vilaine). Plan-masse de la Z.A.C. Arsenal-Redon, 13 mai 1985. La 1^{ère} tranche comprend la construction de la cité judiciaire (à gauche) et des parkings souterrains. Archives municipales de Rennes, 5Fi265.

© Ville de Rennes.

Sur une surface approximative de douze hectares au sud-ouest du centre historique de Rennes, à l'emplacement de l'ancien complexe industrialo-militaire de l'Arsenal, la Ville prévoit l'implantation d'un hôtel de police, d'une cité judiciaire et d'une cité administrative, au cœur d'un vaste parc urbain. L'équipe municipale souhaite en effet compenser le parti de forte densité qui s'était imposé pour le quartier voisin du Colombier, du fait d'une rénovation urbaine coûteuse, par une faible emprise au sol : le coefficient minimum d'espaces verts et de circulation est fixé à 70 %, les constructions occupant le reste. On s'attend donc à des édifices « aériens », qui sauront s'intégrer sans s'imposer, contrainte d'autant plus sévère que participent à ce programme la Ville, l'État et le département.

Ces considérations conduisent le jury du concours à rejeter d'emblée le projet de cité judiciaire soumis par Michel Marty. En dépit de ses qualités esthétiques indéniables, et le souci manifeste de l'architecte de laisser pénétrer la nature au cœur de la cité, la solution socle et tour, éculée, ne fait pas l'unanimité⁵⁶ (**fig. 47, fig. 48**).

Figure 47



Rennes (Ille-et-Vilaine). Cité judiciaire, projet du cabinet Marty et Denieul, vue perspective depuis le parc (croquis), 1976.

© Ville de Rennes.

Figure 48



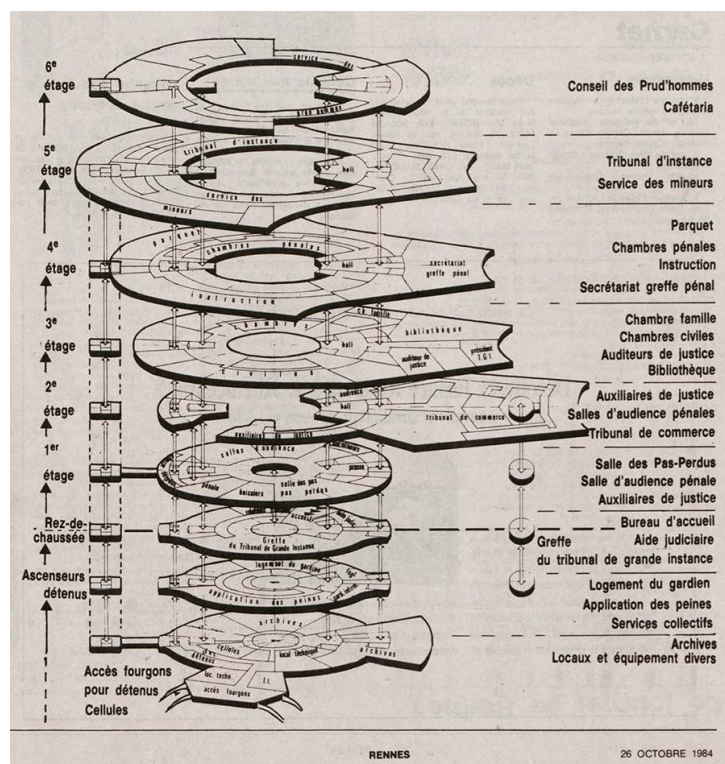
Rennes (Ille-et-Vilaine). Cité judiciaire, projet du cabinet Marty et Denieul, photographie de la maquette n°3 (s.d.).

© Ville de Rennes.

On lui préfère le volume dissymétrique proposé par l'agence Brajon, Nicolas et Ressaussière (BNR), présenté comme « un tronc de cône renversé avec un patio central

évasé à partir d'une verrière en pointe de diamant ; le tout, les pieds dans l'eau »⁵⁷. À la base de forme circulaire, puis s'élevant par décrochements successifs, le volume principal est maintenu au-dessus du vide par douze piliers de section circulaire, lui donnant l'impression de « flotter ». Les concepteurs justifient cette volumétrie spécifique par la volonté de donner à chaque juridiction la surface qui lui revient, ce qui aurait été impossible dans un édifice cubique : les différents services répartis sur sept paliers s'organisent à partir d'un noyau central, autour duquel sont concentrées les circulations verticales (escaliers, ascenseurs) (fig. 49).

Figure 49



Rennes (Ille-et-Vilaine). Coupe axonométrique de la cité judiciaire du cabinet B.N.R., extrait de l'article du Ouest-France du 26 octobre 1984 : « Mise sur orbite le 7 novembre ». Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, 35238 DOC/JUS 1 Rennes Cité judiciaire.

© Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Les détenus accèdent à la cité judiciaire par l'arrière, où un sas semi-enterré est aménagé pour les fourgons, desservant, par ascenseur, les cellules d'attente et les salles d'audience. Jean-Yves Veillard n'hésite pas à dire que le projet s'inspire « de la métaphore du château fort qui, par ses défenses, éloigne tout risque de pénétration en force et rend difficile l'organisation de manifestations que ne freinait pas le jardin en creux de la place du Parlement de Bretagne »⁵⁸. En outre, les architectes prennent le parti de dissimuler la structure interne en béton derrière une enveloppe de surfaces vitrées, feignant une « transparence maximale ». À en juger par la réalisation, c'est de réfraction dont il s'agit, puisque les vitres réfléchissent tantôt l'eau des bassins, tantôt le ciel (fig. 50).

Figure 50

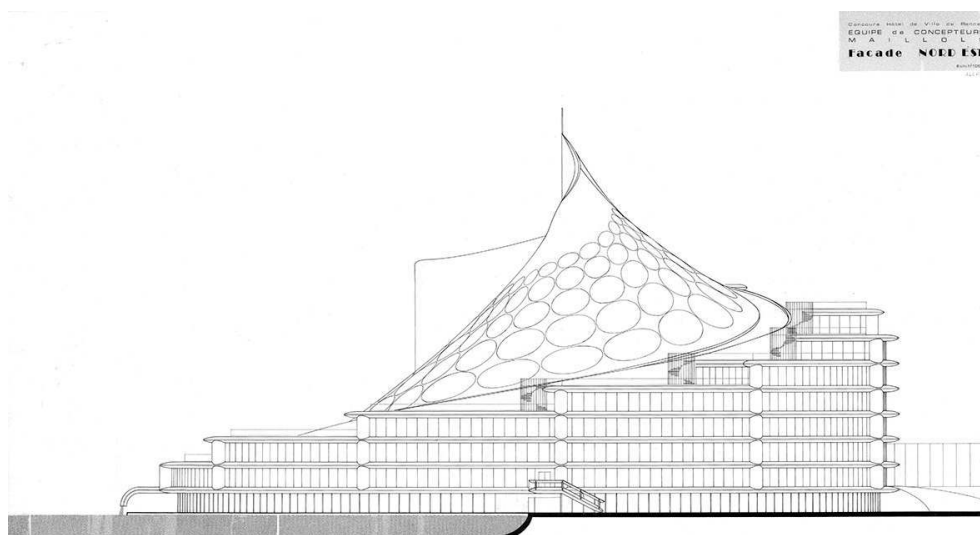


Rennes (Ille-et-Vilaine). Vue latérale de la cité judiciaire, prise depuis le parc ; à l'extrême droite, la passerelle d'accès reliant l'entrée principale à la rue et aux parkings.

© Péric Bouju.

Toujours sur le programme de la ZAC, Georges Maillols intègre de manière plus radicale le concept de transparence dans le projet de cité municipale commandée par la Ville. Il conçoit une spirale à huit degrés s'enroulant autour d'un patio couvert et végétalisé. La logique simple d'un étage pour un service ordonne les bureaux de façon à ce que ceux accueillant le plus de public soient placés vers les niveaux les plus bas, afin de limiter les déplacements et les nuisances (**fig. 51, fig. 52**).

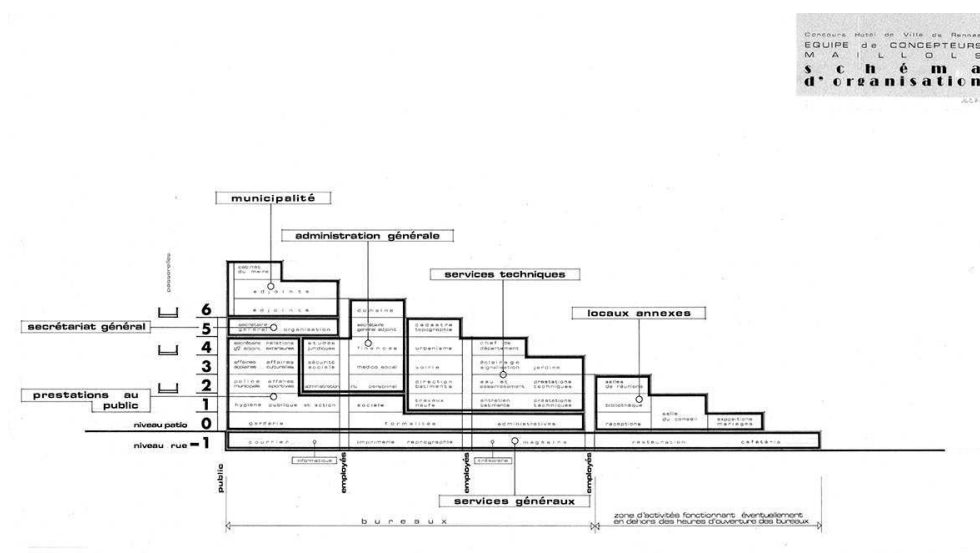
Figure 51



Rennes (Ille-et-Vilaine). Concours de l'hôtel de ville de Rennes, façade nord-est, équipe de concepteurs Maillols (s.d.). Archives municipales de Rennes, 14Z717.

© Ville de Rennes.

Figure 52



Rennes (Ille-et-Vilaine). Concours de l'hôtel de ville de Rennes, schéma d'organisation, équipe de concepteurs Maillols (s.d.). Archives municipales de Rennes, 14Z717.

© Ville de Rennes.

Cette disposition permet, à mesure que les services se réduisent, de créer des terrasses plantées sur les surfaces dégagées. Les corridors de circulation verticaux et horizontaux sont logés à l'extérieur du volume des bureaux, dans le patio central, sous la forme d'un ensemble d'escaliers, d'ascenseurs et de passerelles. Le personnel dispose de circulations particulières, de même que les services techniques. L'impression générale qui se dégage de cette orientation est que, de l'intérieur du patio, tout le monde est « sous le même toit », puisque de là, on peut apercevoir tous les services⁵⁹ (fig. 53).

Figure 53



Rennes (Ille-et-Vilaine). Maquette de la cité municipale de Georges Maillols, photographie prise dans l'atelier de l'architecte (s.d.). Les 1 000 mètres carrés de bassin devaient servir à réaliser une patinoire pouvant fonctionner deux à trois mois par an. Archives municipales de Rennes, 14Z298.

© Ville de Rennes.

En dépit de l'importance des moyens engagés, le changement de municipalité porte un coup sévère au projet : à son arrivée à la mairie, en 1977, Edmond Hervé (maire de Rennes de 1977 à 2008) prend en effet le parti de tempérer l'ambition urbaine de l'équipe précédente, « jugée par la gauche comme infléchie sur le tard dans un sens "bourgeois", sous l'influence de la personnalité montante du dernier mandat Fréville⁶⁰ », illustrée à ses yeux par l'opération immobilière du Colombier. La nouvelle équipe ralentit donc l'aménagement de la ZAC Arsenal-Redon, pour finalement l'abandonner dès le début des années 1980.

La cité municipale de Maillols n'en marque pas moins un changement évident de conception des ensembles administratifs. La structure légère du bâtiment permet d'étendre les parois vitrées sur toute la surface des façades, tandis que l'organisation centralisée du bâtiment autour du patio, le jeu des toitures végétalisées, outre l'effet pyramidal qu'ils créent, témoignent d'une sensibilité nouvelle pour la thermique du bâtiment (isolation, ventilation, chauffage). Bien plus, cet effet de « transparence » ne se limite pas à un effort visuel architectural traité pour lui-même, il résulte de « la combinaison dynamique d'approches architecturales et techniques, qui interprètent par l'invention de nouveaux dispositifs de construction l'évolution des matériaux et de leurs performances »⁶¹. Or, idéologiquement, performance et technique procèdent d'une question de prestige, d'« image de marque »⁶². Il n'est donc guère surprenant de voir également ce phénomène investir l'espace rural, car dans un contexte de compétitivité pour le pouvoir et d'élargissement du leadership, la capacité managériale du maire ou de

l'élu local est appréciée à l'aune de la qualité des équipements collectifs. Thierry Mostini, à Landivisiau (1981), conçoit en ce sens la nouvelle mairie comme le « cœur de la ville » (fig. 54, fig. 55).

Figure 54



Landivisiau (Finistère). Hôtel de ville par Thierry Mostini (1981). La façade du côté du hall d'entrée.
© Périg Bouju.

Figure 55



Landivisiau (Finistère). Hôtel de ville par Thierry Mostini (1981). Un des trois « plots » ou pôles de travail, avec terrasse.
© Périg Bouju.

Tout le projet gravite autour d'une placette, appelée « forum », sur laquelle s'ouvre le hall central, grand volume de distribution largement éclairé par des verrières. Les différents pôles de travail ou de réunion sont desservis depuis le centre du hall par des passerelles jetées entre le noyau central (escalier, ascenseur) et les trois plots principaux où sont logés le maire et le secrétariat, les adjoints, la salle du conseil⁶³. De la même façon, Lionel Heuzé à Roscoff (1981), André Le Page à Bruz (1988) ou encore Yves Guillou à Vannes (1990) donnent de la transparence aux édifices par de larges verrières dont les tons soutenus des châssis et des portiques métalliques s'associent sans difficulté avec la pierre locale. Lorsqu'il ne s'agit que de travaux de restructuration ou d'extension, la verrière présente une alternative adéquate à la liaison entre l'édifice ancien et la nouvelle construction (**fig. 56, fig. 57**).

Figure 56



Roscoff (Finistère). Hôtel de ville par Lionel Heuzé (1981).

© Péric Bouju.

Figure 57



Taulé (Finistère). Mairie aménagée dans l'ancien presbytère et extension par Thierry Mostini (1983-1984).

© Péric Bouju.

Si la fin des années 1980 marque ici le terme de notre propos, il n'est pas inutile de faire remarquer que, dans les décennies suivantes, cette quête de la transparence ne s'est pas infléchie, au contraire. En 1999, pour son extension de la préfecture des Côtes-d'Armor, l'architecte Jean Guervilly traduit en façade la trame régulière des bureaux par un mur rideau en verre et en aluminium, animé d'un système inédit de volets. La critique parle d'un « bâtiment dépourvu de volonté scénique, sans romantisme, sereinement non démonstratif : une sorte d'anti-héros de l'architecture contemporaine »⁶⁴. Il s'agirait, en somme, d'un contremodèle intéressant à cette « démonstration de force de la puissance publique »⁶⁵ dont les préfectures d'Île-de-France avaient été les figures emblématiques.

Conclusion

L'analyse des différentes solutions adoptées en Bretagne constitue un exemple intéressant, sur un plan régional, du renversement de sens opéré pendant les Trente Glorieuses dans les rapports entre l'État et les collectivités locales : la reconnaissance d'une véritable clause de compétence des communes dans la gestion directe des affaires locales conduit à la création de pôles de gouvernance, ramenant au rang de partenaire un État qui n'intervient plus désormais qu'à titre de régulateur. Dorénavant, les communes urbaines, regroupées en communautés à la sphère d'influence graduelle, s'assurent elles-mêmes du bon fonctionnement des modes de pilotage de la « grande machine » administrative qu'est devenue la ville. Son *développement* renouvelle l'image du maire-entrepreneur, spécialiste autant qu'élu.

La course au leadership est d'autant mieux perçue qu'elle se traduit par la réalisation de grands équipements à vocation collective, dénués d'ostentation, et dont la rhétorique

partisane s'efface au profit du présidentialisme municipal. Or donc, l'architecture est-elle monumentale ? Le terme ne recouvre plus véritablement de sens : le gigantisme des conceptions, la qualité des matériaux, l'innovation technique – voire technologique – sont loin de constituer, désormais, les privilèges de la construction publique administrative. Les hasards de l'Histoire brouillent encore les pistes : lorsqu'est acté le principe de la décentralisation en 1982, les quatre préfectures bretonnes, conçues comme des expressions puissantes du mythe républicain forgé sous l'ère gaullienne, deviennent, parfois au cours du chantier même, la nouvelle assise d'un pouvoir local démocratique, autonome et de proximité. L'évolution est davantage perceptible encore dans la sémantique des lieux : à Quimper, le siège du conseil général se fait appeler la *maison du département*. Faut-il voir encore dans la politique socialiste de l'État et des grandes villes françaises des années 1980 la volonté d'une meilleure « transparence » dans la gestion des affaires, dans l'intervention publique et de fait, dans la représentation locale du pouvoir ?

Du reste, le choix des architectes par les pouvoirs publics ne serait plus vraiment conditionné, depuis la loi sur l'architecture de 1977, que par « la recherche de l'originalité formelle, qui permet de se démarquer de ses concurrents »⁶⁶. Un jury de concours, composé en majorité de profanes, sera plus sensible à la séduction des formes qu'aux problèmes techniques. D'une certaine façon, l'architecture publique, en perdant cette atemporalité équivoque et son obsession fonctionnaliste, gagne en diversité. En outre, le pouvoir aime à s'ancrer dans un territoire, un tissu culturel, une tradition de continuité dans son exercice : « Vous ne pouvez gérer une ville, déclare ainsi le maire de Rezé (Loire-Atlantique), sans vous appuyer sur ce qu'elle est, sur son âme et son passé. C'est un argument très important auprès de la population – on ne détruit pas, mais on s'inscrit, on investit un lieu⁶⁷. » Dans une société « en archipel⁶⁸ », où l'on ne rencontre plus guère de différences entre l'urbain et le rural, l'architecture des lieux de pouvoir est donc appelée, en quelque sorte, à compenser les attentes, les modes de vie et les « peurs moins uniformisés que les discours dominants ne le laissent penser et pas seulement pour le pire, aussi pour le meilleur de l'espérance de la liberté »⁶⁹.

La complexité qu'implique aujourd'hui la recherche d'une trame linéaire, que l'on se place du point de vue des commanditaires ou de celui des architectes, dès lors qu'on aborde la question de l'architecture des lieux de pouvoir, conduit à un constat en demi-teinte. L'architecture administrative bretonne est-elle identitaire, et nonobstant, a-t-elle vocation à l'être ? À l'aune des changements que connaît la société civile, et plus encore la vie politique, l'architecte est amené à chercher une nouvelle forme de consensus social sur ce qu'est le pouvoir, et ce qu'il induit. La réponse qu'il apporte produit une écriture personnelle, qui tend le plus souvent à restreindre le cadre technique du bâtiment au profit d'une fluidité plastique, d'un impact visuel attractif destiné à signifier plutôt qu'à imposer, à intégrer plus qu'à affirmer. On rejoindrait là, en définitive, la réponse tout en nuances d'un Francis Pellerin, qui, à propos du sens donné à ses œuvres, entendait faire autant d'« idéogrammes » et de « prétextes » à ce que chacun « puisse [y] trouver ce qu'il apportera lui-même »⁷⁰.

NOTES

1. - CAZIER, Jean-Philippe (dir.). *Abécédaire de Pierre Bourdieu*. Mons/Paris : Sils Maria/Vrin, 2006, p. 63 et suiv.
2. - MONNIER, Gérard. *L'Architecture moderne en France*. T. 3, *De la croissance à la compétition, 1967-1999*. Paris : Picard, 2000, p. 7.
3. - Cet article s'inscrit dans le prolongement de la thèse soutenue par l'auteur en 2011, sous la direction de Jean-Yves Andrieux, et consacrée aux lieux de pouvoir en Bretagne du XVIII^e au XX^e siècle. L'aire géographique retenue ici est, nous en convenons, insatisfaisante ; toutefois, sur une telle période, les difficultés liées au traitement de la masse documentaire, impliquant de surcroît l'inventaire de certains fonds d'archives, dépassaient de loin les moyens alloués à la recherche doctorale, et justifiaient une mise à l'écart de la Loire-Atlantique. Cet article se présente donc plus comme une synthèse qu'une étude exhaustive, proposant une mise en perspective, historique et patrimoniale, des bâtiments présentés ; BOUJU, Péggy. *Architecture et lieux de pouvoir en Bretagne, XVIII^e-XX^e siècle*, thèse de doctorat en histoire de l'art. Rennes : Université Rennes 2, 2011. Par ailleurs, le lecteur désireux d'approfondir le sujet consultera : BONNET, Philippe, LE COUÉDIC, Daniel. *Architectures en Bretagne au XX^e siècle*. Quimper : Éditions Palantines, 2012 et QUINTON, Maryse, VIOLEAU, Jean-Louis. *Architecture contemporaine en Bretagne, XX^e-XXI^e siècle*. Spézet : Éditions Coop Breizh, 2009.
4. - Créé le 4 mars 1790, le département change de nom pour les Côtes-d'Armor en 1990.
5. - MACHIAVEL, Nicolas. *Le Prince* [1532]. Trad. Amelot de La Houssaie. Paris : Ivrea, 2001.
6. - SAINCLIVIER, Jacqueline. *La Bretagne de 1939 à nos jours*. Rennes : Ouest-France, 1989, p. 131.
7. - À l'échelle nationale, ce sont 9 000 ponts routiers ou ferroviaires, 115 grandes gares, 4 900 km de voies et 80 % des quais portuaires qui ont été détruits (BECKER, Jean-Jacques. *Histoire politique de la France depuis 1945* [1988]. Paris : A. Colin, 1994, p. 20).
8. - MIGUET, Vivienne (dir.). *Le Département bâtisseur, 200 ans d'architecture*. Vannes : Archives départementales du Morbihan, 1995, p. 54.
9. - GASTALDI, Nadine. « L'architecture publique au XIX^e siècle, richesse et variété des sources des Archives nationales ». *Livraisons de l'histoire de l'architecture*, 2011, 21, p. 9-36.
10. - VOLDMAN, Danièle. *La Reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954. Histoire d'une politique*. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 123 et suiv.
11. - MONNIER, Gérard, ABRAM, Joseph (dir.). *L'Architecture moderne en France*. T. 2, *Du chaos à la croissance, 1940-1966*. Paris : Picard, 1999, p. 24.
12. - Le 8 mars 1943, ce dernier écrit au commissaire général à la Reconstruction qu'il lui serait tout à fait agréable que Tourry, qu'il connaît personnellement, soit chargé de la reconstruction de la ville : « Je le sais, en effet, tout à fait compétent en la matière, et je suis convaincu qu'il aura à cœur de mener à bien et à la satisfaction de tous, le travail qui lui sera confié. » (Archives municipales / Direction générale de l'Aménagement et de l'Urbanisme. *Lorient dans les années 50 ou la naissance d'une seconde ville*. Cat. exp., Lorient, palais des Congrès, 20-24 janvier 1993, médiathèque 26 janvier-27 février 1993. Lorient : Ville de Lorient, 1993, p. 7).
13. - FORESTIER, Yann. « La fin des notables dans le Trégor ». Dans BOUGEARD, Christian, JARNOUX, Philippe (éd.). *Élites et notables en Bretagne de l'Ancien Régime à nos jours*. Actes des journées du 15 novembre 1997 et des 15-16 mai 1998. Brest : Centre de recherche bretonne et celtique, 1999, p. 126.
14. - CLOÛTRE, Marie-Thérèse (dir.). *Histoire de Brest*. Brest : Centre de recherche bretonne et celtique / Université de Bretagne occidentale, 2000, p. 252.

15. - Lettre du maire de Saint-Malo au ministre de l'Intérieur, Saint-Malo, 3 février 1947 (Projet de reconstruction de l'ancien hôtel de ville, 1946-1949, arch. mun. de Saint-Malo, 1/W/105).
16. - LE COUÉDIC, Daniel. *Les Architectes et l'idée bretonne, 1904-1945. D'un renouveau à la renaissance d'une identité*. Rennes/Saint-Brieuc : Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne/Archives modernes d'architecture de Bretagne, 1995, p. 66.
17. - LE COUÉDIC, Daniel. « Une génération d'architectes ». Dans DHOMBRES, Jean (dir.). *La Bretagne des savants et des ingénieurs. Le XX^e siècle*. Rennes : Ouest-France, 1999, p. 321.
18. - Le fonds Jean Lemerrier conservé aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine (201/W/1-1155, 1064/W/1-79, 1128/W/1-103, 1257/W/1-80) est d'une telle densité qu'il n'a pas encore révélé l'ampleur des interventions de l'architecte. Il n'existe malheureusement pas à ce jour de monographie exhaustive. Voir Institut français d'architecture, PEYCERÉ, David, RAGOT, Daniel (dir.). *Archives d'architectes. État général des fonds, XIX^e XX^e siècles*. Paris : La Documentation française, 1996.
19. - MIGUET, Vivienne. *Op. cit.*, p. 55.
20. - En 1977, à l'issue du concours du nouvel hôtel du département qui voit le projet du nancéen Claude Gocłowski sélectionné, Yves Guillou sera choisi par le conseil général comme architecte d'opération.
21. - La participation d'Yves Hémar à la reconstruction de Saint-Malo apparaît assez peu déterminante, surtout si l'on considère la notoriété de l'architecte avant-guerre. Son rôle se limite principalement à la réalisation, comme architecte d'opération, de trois îlots d'habitations dans l'intra-muros (RAULET, Hervé. « Yves Hémar, Henry Auffret : variations autour du phare breton ». *Livraisons de l'histoire de l'architecture*, 2012, n° 24, p. 125-148).
22. - VOLDMAN, Danièle. « L'intervention du personnel politique dans la reconstruction des villes françaises détruites au cours de la Seconde Guerre mondiale ». Dans ANDRIEUX, Jean-Yves, SEITZ, Frédéric. *Pratiques architecturales et enjeux politiques. France, 1945-1995*. Paris : Picard, 1998, p. 43.
23. - AUFFRET, Henry. « La reconstruction de Saint-Malo ». *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de Saint-Malo*, 1996, p. 174.
24. - VEILLARD, Jean-Yves. *Rennes au XIX^e siècle. Architectes, urbanisme et architecture*. Rennes : Éd. du Thabor, 1978, p. 126-127.
25. - BARBEDET, Christine. « Le Rennes de l'architecte Maillols ». *Ar Men*, janv. 1997, n°82, p. 36.
26. - LE COUÉDIC, Daniel. « Yves Guillou, architecte d'une nouvelle Bretagne ». *Bulletin de liaison des Archives modernes d'architecture de Bretagne*, juin 2004, n°12, p. 3-12.
27. - PHILIPPONNEAU, Michel. *Deux révolutions municipales, Rennes 1977-2001*. Rennes : chez l'auteur, 2001, p. 445-447.
28. - GUY, Catherine, GIVORD, Laurent. *Rennes, le pari d'une agglomération multipolaire*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2004, p. 220.
29. - LABASSE, Jean. *L'Organisation de l'espace. Éléments de géographie volontaire*. Paris : Hermann, 1966, p. 307.
30. - Voir, sur le sujet : ALVERGNE, Christel, MUSSO, Pierre (dir.). *Les grands textes de l'aménagement du territoire et de la décentralisation*. Paris : La Documentation française, 2003 ; GONTCHAROFF, Georges. « Démocratie, citoyenneté dans la décentralisation ». *Territoires*, 1991, n°321, p. 8-14.
31. - MERLIN, Pierre, CHOAY, Françoise (dir.). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement [1988]*. Paris : PUF, 2010, art. « centre ».
32. - MONNIER, Gérard, ABRAM, Joseph (dir.). *Op. cit.*, t. 3, p. 78.
33. - *Ibid.*, t. 3, p. 59.
34. - CHAMPY, Florent. « Commande publique d'architecture et segmentation de la profession d'architecte. Les effets de l'organisation administrative sur la répartition du travail entre architectes ». *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1999, n°37, p. 93-113.

35. - VIOLEAU, Jean-Louis. *Les Architectes et Mai 68*. Paris : Éditions Recherches, 2005, p. 413 et suiv.
36. - DELBEKE, Maarten. « Learning from Minneapolis. On the reflexivity of contemporary monumental architecture ». *Cahiers de la Cambre*, décembre 2008, n°6, « Architecture et réflexivité. Une discipline en régime d'incertitude », dir. Jean-Didier BERGILEZ, Sabine GUISSÉ, Marie-Cécile GUYAUX, p. 135-148.
37. - MABILEAU, Albert. « La personnalisation du pouvoir dans les gouvernements démocratiques ». *Revue française de science politique*, 1960, vol. 10, n°1, p. 39-65.
38. - LOUPIAC, Claude, MENGIN, Christine, MONNIER, Gérard (dir.). *L'Architecture moderne en France*. T. 1. 1889-1940. Paris : Picard, 1997, p. 159 et suiv.
39. - Plans et esquisses de l'architecte, 1949-1955 (arch. mun. de Lorient, 1/M/28).
40. - LOUPIAC, Claude, MENGIN, Christine, MONNIER, Gérard (dir.). *Op. cit.*, p. 177 et suiv.
41. - Mairie, reconstruction, programme de 1954, M.-L. Génin (arch. mun. de Brest, M/207/6).
42. - GARGIANI, Roberto. *Auguste Perret, la théorie et l'œuvre*. Traduit de l'italien par Odile Ménégau. Paris : Gallimard, 1993, p. 113.
43. - L'expression est de Joseph Abram (MONNIER, Gérard. *Op. cit.*, t. 1, p. 159 et suiv.).
44. - BADURA, Jens. « No man's land ». Dans KOCH, Isabelle, LENOIR, Norbert (éd.). *Démocratie et espace public : quel pouvoir pour le peuple ?* Hildesheim/Zürich/New York : Georg Olms, 2008, p. 129.
45. - MONNIER, Gérard. *Histoire critique de l'architecture en France, 1918-1950*. Paris : P. Sers, 1990, p. 381.
46. - La cité administrative est présentée dans le press-book photographique du cabinet Hourlier-Guy (PAROTTE, Christophe. *Jean-Baptiste Hourlier : biographie*. Mémoire de DEA d'histoire de l'art. Paris : université Paris-1, 1994).
47. - Voir, sur le sujet : ASCOLI-HÉROLD, Béatrice. *La Préfecture des Hauts-de-Seine. André Wogenscky : une architecture des années 1970*. Paris/Nanterre : Somogy éditions d'art/Préfecture des Hauts-de-Seine, 2006.
48. - Préfecture, construction et aménagement (arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1139/W/1-25).
49. - Jean Lemercier soulève en effet le problème de haute sécurité qui incombe au nouveau bâtiment de la préfecture : « Le préfet d'Ille-et-Vilaine est en même temps préfet de la zone de défense Ouest. Les documents et les installations de la préfecture de la zone de défense justifient un niveau de protection élevé. L'ensemble de la préfecture constitue un point sensible [...]. La préfecture est aussi librement ouverte au public. Le conseil général est public. Le préfet et ses collaborateurs président de nombreuses commissions qui comprennent des personnes extérieures à l'administration. » Rennes, ZAC Beauregard, préfecture, programme, avant-projet, APS, 1974-1976, J. Lemercier, « Considérations générales sur la sécurité de l'ensemble de la nouvelle préfecture », s.d., p. 1 (AD Ille-et-Vilaine, 1128/W/21).
50. - La Gacilly, mairie, 1970-1974 (AD Morbihan, 110/J/4170).
51. - ANDRIEUX, Jean-Yves. *L'Architecture de la République. Les lieux de pouvoir dans l'espace public en France, 1792-1981*. Paris : Scérén/Centre national de documentation pédagogique, 2009, p. 88.
52. - Le terme est de LOYER, François. *Histoire de l'architecture française, de la Révolution à nos jours*. Paris : Mengès/Caisse nationale des monuments historiques et des sites/Éditions du patrimoine, 1999, p. 151.
53. - Encouragements aux grands travaux de décoration monumentale des bâtiments publics, 1878-1879, circulaire du ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts aux préfets, 4 février 1878 (AD Ille-et-Vilaine, 4/T/8).
54. - MONNIER, Gérard. *Op. cit.*, 1990, p. 18-20.
55. - *Ibid.*, p. 106.
56. - L'architecte a réuni dans un bâtiment « tour » de six niveaux les parties du programme demandant des liaisons entre elles et des fréquentations faibles du public. Les grandes salles d'audience ont été regroupées au niveau de l'entrée et c'est la salle des pas perdus qui les relie au

hall d'accueil. Celle-ci se développe en arc-de-cercle, au bord du jardin, en contrebas d'une zone de repos aménagée en dehors de la zone de circulation. La concentration de tous les secteurs fonctionnels dans un bâtiment de six niveaux permet de dégager au maximum le niveau jardin en n'y finalisant que les services absolument indispensables (Projet de cité judiciaire à Rennes, plans et études techniques, 1976, arch. mun. Rennes, 8/Z/165).

57. - VEILLARD, Jean-Yves, CROIX, Alain. *Dictionnaire du patrimoine rennais*. Rennes : Apogée, 2004, p. 126.

58. - *Ibid.*

59. - Projet de construction d'un hôtel de ville, dossier de participation au concours, 1977 (arch. mun. Rennes, 14/Z/298).

60. - GAUTHIER, Aubert. « Naissance d'une métropole : nouvel espace ». Dans GAUTHIER, Aubert, CROIX, Alain, DENIS, Michel (dir.). *Histoire de Rennes*. Rennes : Apogée/PUR, 2006, p. 271.

61. - MONNIER, Gérard (dir.). *Op. cit.*, p. 106.

62. - LOYER, François. *Op. cit.*, 1999, p. 366.

63. - MARINOS, Alain, MARTINOT-LAGARDE, Jean-Louis. *Recensement des constructions publiques d'intérêt architectural dans le Finistère, 1979-1985*. Quimper : Conseil général du Finistère, s.d., p. 201-204.

64. - Voir le site : <http://www.lemoniteur.fr/155-projets/articles/366551-cotes-d-armor-extension-du-siege-du-conseil-general> [consulté le 12/09/2018].

65. - LEMOINE, Bertrand. « Les préfectures contemporaines ». *Monuments historiques*, décembre 1991, n°178, p. 35.

66. - CHAMPY, Florent. *Les Architectes et la commande publique*. Paris : PUF, 1998, p. 39.

67. - Cité par LAVALOU, Armelle. « Un paysage rassemblé : l'hôtel de ville de Rezé ». Dans GREEF, Éléonore de (éd.). *Les Bâisseurs du présent. Histoire de la maîtrise d'ouvrage, 1975-2000*. Paris : Le Moniteur, 2003, p. 122.

68. - VIARD, Jean. *La Société d'archipel ou les territoires du village global*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 1994.

69. - HERVIEU, Bertrand, VIARD, Jean. *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*. La Tour-d'Aigues : Éditions de l'Aube, 1996, p. 100.

70. - BONNET, Philippe. « Francis Pellerin : les commandes monumentales ». Dans IMBERON, Laurence. *Francis Pellerin (1915-1998)*. Catalogue de l'exposition, musée des Beaux-Arts de Rennes, 23 mars-12 juin 2005. Rennes : Ville de Rennes, 2005, p. 51.

RÉSUMÉS

De la fin de la Seconde Guerre mondiale au milieu des années 1980, la Bretagne administrative vit au rythme du renouvellement lent, mais profond, de ses lieux de pouvoir. Jusqu'alors, la commande publique bretonne était restée étroitement liée à quelques grandes figures locales, favorisant un éclectisme au spectre large, du style Beaux-Arts au régionalisme Art déco. Dès 1944 pourtant, l'immensité du chantier de reconstruction, puis les enjeux politiques, autant qu'idéologiques, de l'aménagement du territoire, impliquent une requalification des acteurs qui laisse peu de place au débat local. Conjointement, les intérêts divergents de l'État et des collectivités locales, tout en exacerbant les rêves des bâtisseurs, conduisent à redéfinir les représentations traditionnelles du pouvoir. Dans cette course au *leadership*, les architectes sont

appelés à jouer un rôle moteur : alors même que pèse de plus en plus sur les programmes la logique d'efficacité et que se réduit leur liberté de création, ils renouvellent l'architecture du pouvoir en façonnant une monumentalité hors d'échelle, évocatrice et résolument moderne. Dès lors, le tournant de la décentralisation apparaît comme un aboutissement, plus que comme une rupture, dans la relecture spatiale des lieux de pouvoir qui s'opère pendant ces Trente Glorieuses. D'espaces de domination, les lieux de pouvoir deviennent des espaces d'adhésion, sans pour autant réussir à atténuer la tension identitaire émanant de la confrontation entre le matérialisme dialectique de la modernité et la puissance évocatrice du *genius loci*, entre, *in fine*, la culture et la norme.

From the end of the Second World War up to the mid-1980s, administrative Brittany experienced a slow but profound renewal of its places of power. Until this period, public architectural commissions in Brittany had remained closely linked to a few important local figures, favouring a broadly-based eclecticism, from the Beaux-Arts style to Art Deco regionalism. As early as 1944, however, the immensity of the task of reconstruction, and political as well as ideological issues of spatial planning, implied a requalification of the actors, leaving little room for local debates. Divergent interests between the State and local communities, whilst exacerbating the dreams of local designers, led together to a redefinition of traditional representations of power. In this competition for pre-eminence, architects played a leading role. Logics of efficiency weigh increasingly on building briefs, and architects' freedom of creation is limited. Nonetheless, they renew the architecture of power by shaping a new, oversized, evocative and resolutely modern monumentality. The turning point of decentralization appears as a result, rather than a break in the spatial replay of the places of power that took place during the thirty post-war years of prosperity. From spaces of domination, places of power have become spaces of membership, but without mitigating the identity tension emanating from the confrontation between the dialectical materialism of modernity and the evocative power of the *genius loci*, in short, between culture and the norm.

INDEX

Keywords : public commissions, architecture, city, Brittany, representations, power, State, local authorities, Reconstruction, glorious thirty years

Mots-clés : commande publique, architecture, ville, Bretagne, représentations, pouvoir, État, collectivités locales, Reconstruction, Trente Glorieuses

AUTEUR

PÉRIG BOUJU

Chercheur associé EA 1279 / Université Rennes 2 perig.bouju@hec.ca